

VILLE DE NEMOURS

RÈGLEMENT DE VOIRIE

SOMMAIRE

	Pages
Chapitre 1 : Généralités	6
Article 1 : Objet et champ d'application	6
Article 2 : Pouvoirs de Police du Maire et prescriptions générales	6
Article 3 : Définitions	7
Article 4 : Respect des textes législatifs et réglementaires	9
Article 5 : Fonctions des voies	9
Article 6 : Entrée en vigueur	9
Article 7 : Exécution du règlement	9
Chapitre 2 : Modalités d'occupation temporaire du domaine public	10
Article 8 : Principes d'intervention sur le domaine public routier	10
Article 9 : La permission de voirie	11
1 – Forme de la demande	
2 – Conditions de la délivrance	
Article 10 : L'accord technique préalable	12
1 – Forme de la demande	
2 – Conditions de la délivrance	
3 – Portée de l'accord	
Article 11 : Permis de stationnement ou de dépôt	13
1 – Forme de la demande	
2 – Conditions de délivrance	
Article 12 : L'arrêté temporaire de circulation et de stationnement	14
Article 13 : Avis d'ouverture préalable au démarrage des travaux	14
Article 14 : Avis d'interruption et de fin de travaux	15
Article 15 : Réception des travaux	15
Article 16 : Les cas particuliers	17
1 – Principe	
2 – Le transport et la distribution d'électricité	
3 – Le transport et la distribution de gaz	
4 – Les réseaux de télécommunications	
Chapitre 3 : Emprise et l'alignement	18
Article 17 : Principes	18
Article 18 : Cas particuliers	19
1 – Aménagement des accès	
2 – Clôtures	
3 – Plantations riveraines	
4 – Echafaudages	
5 – Dépôts de matériaux et de bennes à gravats	
6 – Palissade	
7 – Terrasses	
8 – Mobilier divers (chevalet, portant, jardinières...)	
9 – Engin de levage	

Chapitre 4 : Droits et obligations des riverains	24
Article 19 : Principes	24
Article 20 : Cas particuliers	25
1 – Ecoulement des eaux	
2 – Ouvrages en saillie	
3 – Portes et fenêtres	
4 – Excavation à proximité du domaine public routier	
Chapitre 5 : Objectif de qualité et Contrôles	28
Article 21 : Principes Généraux de qualité et de sécurité	28
Article 22 : Prescriptions générales	29
Article 23 : Opération de contrôle de compactage	29
Article 24 : Contrôle des réfections et remise en état	30
Article 25 : Conditions de réception des travaux, malfaçons et garanties	30
1 – Réception des travaux	
2 – Malfaçons	
3 – Garanties	
Article 26 : Qualifications professionnelles et techniques des exécutants pour les réfections définitives	31
Chapitre 6 : Modalités de mise en œuvre des l'intervention de la Ville en lieu et place de l'intervenant	32
Article 27 : Principes	32
Article 28 : Conditions de paiement des frais engagés	33
Article 29 : Recouvrement des sommes	33
Chapitre 7 : Environnement des travaux	34
Article 30 : Etat des lieux préalable	34
Article 31 : Information du public – Panneaux de chantiers	34
Article 32 : Information spécifique des riverains	34
Article 33 : Signalisation – Sécurité	34
Article 34 : Clôture des chantiers	35
Article 35 : Propreté des chantiers	36
Article 36 : Ouvrages des autres gestionnaires de réseaux	36
Chapitre 8 : Exécution des travaux	37
Article 37 : Travaux préparatoires	37
Article 38 : Protection du mobilier	37
Article 39 : Matériels utilisés	37
Article 40 : Ouverture de fouilles, dimensions	37
Article 41 : Couverture des ouvrages	38

Article 42 :	Déblais	38
Article 43 :	Protection des fouilles	39
Article 44 :	Découvertes archéologiques	39
Article 45 :	Remblais et corps de voirie (annexes 9 et 10)	40

Chapitre 9 : Réfections des revêtements **41**

Article 46 :	Principe des réfections	41
Article 47 :	Règles des réfections définitives	42
	1 – Principe	
	2 – Prescriptions spécifiques	
	3 – Rues de moins de trois ans d'âge	
Article 48 :	Réfection provisoire suivie ultérieurement d'une réfection définitive	43
	1 – La réfection provisoire	
	2 – La réfection définitive	
Article 49 :	Réfection définitive immédiate	44
Article 50 :	Signalisation horizontale et verticale	44

Chapitre 10 : Dispositions relatives à la protection des arbres et Plantations **44**

Article 51 :	Prescriptions générales	44
Article 52 :	Exécution des fouilles	45
Article 53 :	Circulation des engins	45
Article 54 :	Remblai	45
Article 55 :	Dépôt de matériaux	46
Article 56 :	Nettoyage	46

Chapitre 11 : Dispositions sur les réseaux **46**

Article 57 :	Nature des ouvrages	46
	1 – Les conduites principales	
	2 – Les branchements et dispositifs de protection	
	3 – Les émergences	
Article 58 :	Règles d'implantation	47
Article 59 :	Profondeur des réseaux	47
Article 60 :	Conduites de réseau et branchements	48
Article 61 :	Infrastructures comprenant des réseaux	48
Article 62 :	Facilité d'exploitation, entretien et maintenance des ouvrages	48
Article 63 :	Réseaux hors d'usage	49
Article 64 :	Déplacement et mise à niveau	49

Chapitre 12 : Infractions, sanctions et responsabilités **50**

Article 65 :	Infractions	50
Article 66 :	Sanctions	50
Article 67 :	Responsabilités	50

ANNEXES

- Annexe 1 :** Charte de qualité pour les terrasses
- Annexe 2 :** Liste des rues sur lesquelles les horaires pour les travaux peuvent être réglementés
- Annexe 3 :** Demande d'accord technique préalable ou de permission de voirie pour travaux programmables ou non prévisibles
- Annexe 4 :** Déclaration d'intervention pour travaux urgents
- Annexe 5 :** Demande de renseignements
- Annexe 6 :** Déclaration d'intention de commencement de travaux
- Annexe 7 :** Avis d'ouverture de chantier
- Annexe 8 :** Avis de fermeture de chantier
- Annexe 9 :** Demande d'arrêté de circulation ou de stationnement temporaire
- Annexe 10 :** La tranchée et son remblayage
- Annexe 11 :** Qualité de compactage

Chapitre 1 : Généralités

Article 1 : Objet et champ d'application

Le présent règlement de voirie a pour objet de définir les modalités de coordination administratives et techniques relatives à l'occupation temporaire du domaine public et à l'exécution des travaux de voirie ou de réseaux.

Ces travaux ou ouvrages seront dénommés « travaux ».

Le présent règlement s'applique à tous les travaux relatifs notamment à la pose en tranchées ou en aérien de fourreaux, canalisations, câbles ; la mise en place de mobiliers tels que cabines téléphoniques, coffrets, panneaux d'affichage, poteaux ; généralement toute occupation au sol, en sous-sol ou en aérien, réalisés par ou pour le compte des personnes physiques ou morales, publiques ou privées définies ci-après.

Ne sont pas concernées par le présent règlement l'ouverture des émergences telles que regards, tampons pour vérification et entretien des réseaux.

Ces travaux sont ceux réalisés sur le domaine public de la Ville de Nemours.

Les travaux sont regroupés en trois catégories :

- * **les travaux programmables**, qui comprennent tous les travaux connus au moment de l'établissement de la coordination des travaux,
- * **les travaux non prévisibles**, qui comprennent les travaux inconnus au moment de l'établissement de la coordination des travaux,
- * **les travaux urgents**, qui comprennent les travaux rendus nécessaires dans l'intérêt de la sécurité des biens et des personnes.

Article 2 : Pouvoirs de Police du Maire et prescriptions générales

Les dispositions applicables en matière de gestion des voies communales sont fixées par l'article L.141-2 du Code de la Voirie Routière et l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce titre, la gestion du domaine public routier communal est assurée par le Maire ou, par toute personne ayant reçu délégation.

Le Maire exerce ses attributions en matière police de la conservation dans le cadre des articles L.141-2, L.116-1 à L.116-8 et R.116-1 à R.116-2 du Code de la Voirie Routière, ainsi qu'en vertu de l'article L.2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire, conformément à l'article L.2211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, concourt par son pouvoir de police à l'exercice des missions de sécurité publique. En vertu de l'article L.2212-2, « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment 1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voie publiques, [...] ».

Toute intervention sur le domaine public doit faire l'objet préalablement d'un double accord de la Ville de Nemours :

- d'une part, une permission de voirie ou accord technique,
- d'autre part, une autorisation d'entreprendre.

Les exploitants de réseaux titulaires d'une autorisation d'occupation de droit et ceux ayant conclu avec la commune une convention incluant une autorisation d'occupation globale ne sont soumis pour la réalisation de leurs travaux, qu'à l'accord technique.

Toute occupation ou exécution d'ouvrage réalisée sans autorisation constitue une contravention de voirie pouvant entraîner la poursuite de leurs auteurs conformément à l'article R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

L'établissement de la permission de voirie ou accord technique sous-entend que l'intervenant se soit assuré auprès des autres exploitants de réseau, que son projet ne gênera en rien l'exploitation et la maintenance de leurs réseaux respectifs.

L'intervenant est responsable de son intervention conformément au présent règlement. Il doit transmettre copie de l'accord technique à son exécutant, lequel s'engage à prendre connaissance des prescriptions du présent règlement de voirie et à les exécuter sous sa propre responsabilité.

L'intervenant est également tenu de respecter les dispositions relatives au décret 91-1147 du 14/10/1991 modifié concernant l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens, subaquatiques, de transport ou de distribution. Ces dispositions sont notamment :

- la Demande de Renseignements (D.R.) (annexe 4),
- la Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C.T.) (annexe 5).

Article 3 : Définitions

Le présent règlement s'applique :

- aux occupants de droit qui sont les propriétaires ou les gestionnaires des ouvrages,
- aux concessionnaires : gestionnaires des réseaux publics,
- aux permissionnaires au sens de la loi du 27/07/1996,
- aux entreprises du bâtiment,
- aux entreprises de travaux publics,
- aux services de la Ville de Nemours et à tout autre service public,
- aux particuliers usagers.

Les personnes morales ou physiques, pour le compte desquelles seront réalisés ces travaux, seront dénommées « **intervenants** ». Sous cette appellation seront notamment regroupés les différents affectataires, permissionnaires, concessionnaires et occupants de droit.

Le terme « exécutant » étant employé pour désigner l'entreprise ou le service chargé de la réalisation des travaux.

Les différentes personnes visées ci-dessus sont notamment les personnes morales suivantes :

- La Ville de Nemours, en tant que collectivité propriétaire :

Ses interventions, au titre de la police de conservation, consistent en une surveillance, un entretien et une remise à niveau périodique du réseau de voirie considéré dans son ensemble pour offrir aux usagers et riverains le meilleur niveau de service.

- Les affectataires de voirie :

Il peut s'agir de la Ville elle-même ou toute autre personne à laquelle la Ville de Nemours affecte tout ou partie de ses biens (dont elle reste propriétaire) à la disposition d'une autre personne morale dénommée l'affectataire pour lui permettre d'assurer le fonctionnement d'un service public.

- Les permissionnaires de voirie :

Les permissionnaires de voirie sont des autorisations données à une personne physique ou morale, d'effectuer des travaux comportant occupation et emprise sur le domaine public routier. Ce type d'autorisation est toujours délivré unilatéralement à titre rigoureusement personnel et toujours précaire et révocable en raison du principe de l'indisponibilité du domaine public.

Les permissions de voirie pouvant être assujetties au paiement de redevances, on distingue deux types de permission :

- les permis de stationnement ou de dépôt et d'occupation superficielle qui comprennent l'installation d'ouvrages ou d'objets divers non fixés ou scellés dans le sol (table, bacs, étalage, kiosques démontables, etc...),
- les permissions d'occupation qui comportent emprise du sol ou du sous-sol au moyen d'ouvrages y adhérent et modifiant l'assiette de la voie publique.

- Les concessionnaires de voirie :

Ces concessions supposent l'existence d'un concessionnaire, c'est-à-dire d'une personne physique ou morale qui obtient de la commune l'autorisation de construire sur la voirie communale, moyennant une redevance versée à l'autorité concédante, des installations ayant un but d'utilité publique et d'en assurer ensuite l'exploitation.

- Les occupants de droit de la voirie :

Il s'agit de la Ville pour ses propres installations, certains services publics prioritairement désignés et enfin diverses personnes physiques ou morales ayant acquis, pour autant qu'il ne soit pas incompatible avec l'exploitation de la voirie, un droit d'occupation en raison de servitudes préexistant à la décision de classement dans la voirie communale.

Article 4 : Respect des textes législatifs et réglementaires

Toute occupation du domaine public s'effectue dans le respect des dispositions suivantes :

- le Code de la Voirie Routière en vigueur,
- le présent règlement de voirie,
- le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2122-21, L.2212-1 et suivants, L.2213-1 à L.2213-6, et toutes autres dispositions venant les compléter.

Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application d'autres dispositions législatives et réglementaires actuelles ou à venir, de portée générale ou particulière et qui trouvent leur application dans toute intervention pouvant affecter le domaine communal.

Article 5 : Fonctions des voies

Toutes les fonctions des voies concernées par l'occupation et les travaux devront être maintenues.

Cela s'appliquera particulièrement à :

- l'accès des riverains (habitations, commerces, entreprises...),
- la circulation des piétons, pour des occupations et travaux en trottoir,
- l'écoulement des eaux pluviales,
- la libre circulation des véhicules des services incendie et de secours.

Article 6 : Entrée en vigueur

Les dispositions du présent règlement entrent en vigueur à compter de sa publication par voie d'affichage.

Article 7 : Exécution du règlement

Les services ou personnes mentionnées ci-après sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent règlement :

- le Maire,
- le Directeur Général des Services,
- le Directeur des Services Techniques et de l'Aménagement.

Chapitre 2 : Modalités d'occupation temporaire du domaine public

Article 8 : Principes d'intervention sur le domaine public routier

En application des articles L.113-1 à L.113-7 et R.113-1 à R.113-10 du Code de la Voirie Routière, et en application du présent règlement de voirie communale, nul ne peut sans autorisation faire aucun ouvrage sur les voies communales.

L'occupation du domaine public routier communal n'est autorisée que si elle a fait l'objet :

- soit d'un permis de stationnement si l'occupation ne donne pas lieu à emprise : il s'agit d'un acte de police qui est délivré par le Maire, sous réserve des pouvoirs dévolus aux préfets,
- soit d'une permission de voirie si l'occupation donne lieu à emprise : il s'agit d'un acte de gestion qui est délivré par le Maire ou, par délégation, par les services gestionnaires.

Les autorisations individuelles précisent les différentes conditions d'exécution qui leur sont particulières, tant en ce qui concerne l'occupation du domaine public, la constitution des ouvrages que leurs modalités de réalisation. Elles peuvent aussi fixer les conditions d'entretien et de maintenance des ouvrages. Elles peuvent être soumises au paiement d'une redevance conformément aux tarifs en vigueur.

Elles sont toujours délivrées à titre précaire et révocable.

Les autorisations, quels que soient la nature et l'objet, ne sont données que sous réserve des droits des tiers et des autres règlements en vigueur.

En application des articles L.113-3 à L.113-7 du Code de la Voirie Routière, les occupants de droit et les concessionnaires de gestion de réseaux (E.D.F., G.D.F., ...) ne sont pas soumis à permission de voirie.

Ils sont de plus soumis, comme tout intervenant sur la voirie publique, à la procédure de coordination des travaux menée par l'autorité chargée des pouvoirs de police de la circulation au titre des articles R.115-1 à R.115-4 et R.131.10 du Code de la Voirie Routière.

Les opérateurs autorisés en vertu de l'article L.33.1 du Code des Postes et Communications Electroniques bénéficient d'un droit de passage soumis, conformément à l'article 46 de ce même code, à une permission de voirie.

Article 9 : La permission de voirie

1 – Forme de la demande

La demande doit être formulée par écrit auprès du service gestionnaire de la voie au moins deux mois avant l'ouverture du chantier.

Cette demande doit préciser pour pouvoir être instruite :

- le nom du pétitionnaire ou sa raison sociale,
- sa qualité,
- son domicile (ou son siège social),
- la nature et la localisation exacte de l'occupation et des travaux envisagés, reportés sur un plan de situation au 1/5.000 et un extrait cadastral,
- la date et le délai envisagés pour l'exécution des travaux.
- l'attestation d'assurance de l'entreprise devant réaliser les travaux.

Le service instructeur peut solliciter la production de renseignements et pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande, notamment un projet détaillé et coté de l'ouvrage à réaliser établi sur un plan régulier à l'échelle de 1/500 ou 1/200.

2 – Conditions de la délivrance

La permission de voirie est délivrée sous forme d'un arrêté.

Elle inclut les conditions techniques d'occupation conformément aux dispositions du présent règlement.

A défaut de notification de l'autorisation sollicitée dans le délai de 2 mois à compter du dépôt de la demande ou, le cas échéant, de la réception par le service gestionnaire des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande, la permission de voirie est réputée refusée.

L'autorisation est accordée sous réserve expresse du droit des tiers.

Elle doit être utilisée dans le délai imparti et en tout état de cause, dans le délai de un an à compter de la date de sa délivrance.

Elle est périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Elle fixe la durée de l'occupation qui ne peut pas être prorogée par tacite reconduction.

Son renouvellement doit être sollicité 1 mois avant la date de son échéance. Il est instruit dans les mêmes conditions que sa délivrance.

L'intervenant reste en tout état de cause responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter pour les usagers ou les tiers de son autorisation d'occupation du domaine public.

La délivrance de la permission de voirie ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation d'obtenir une autorisation d'entreprendre les travaux (et un arrêté de circulation le cas échéant) et de respecter les règlements en vigueur, notamment en matière d'environnement, d'urbanisme ou d'installations classées.

A l'expiration de cette occupation, les travaux de remise en état de la voirie publique et de ses dépendances devront être réalisés conformément aux dispositions inscrites au présent règlement de voirie.

Article 10 : L'accord technique préalable

1 – Forme de la demande

Toute intervention sur le domaine public routier de la Ville de Nemours est subordonnée à la délivrance d'un accord technique préalable de la part du service gestionnaire de la voirie. Cet accord est indépendant du droit permanent d'occuper le domaine concerné ou de la permission.

La demande d'accord technique est faite par l'intervenant, en fonction de la catégorie des travaux.

Considérant la date prévisionnelle de démarrage des travaux, la demande doit parvenir au service gestionnaire de la voirie :

- **un mois** avant cette date pour les travaux programmables. La réponse sera faite au moins cinq jours avant le début des travaux,
- **onze jours** avant cette date pour les travaux non prévisibles.

A noter que pour les travaux urgents, l'intervenant pourra entreprendre les travaux sans délai et devra informer le Maire dans les **vingt-quatre heures** des motifs de cette intervention. Si le caractère d'urgence n'est pas avéré, la Mairie se réserve le droit de poursuivre l'intervenant.

La demande doit être faite selon les modèles joints en annexes 2 et 3 à ce règlement.

Pour les travaux programmables et non prévisibles, cette demande doit être accompagnée d'un dossier technique comprenant :

- le motif des travaux,
- leur nature,
- leur localisation précise à l'aide de plans à une échelle suffisante (1/200). Ces plans doivent faire figurer les noms de rues, les tracés des chaussées, trottoirs et nus des propriétés,
- la date de démarrage prévisionnelle,
- la durée nécessaire,
- l'entreprise chargée des terrassements.

Pour les travaux urgents, la déclaration d'intervention doit comprendre :

- le motif des travaux,
- leur nature,
- leur localisation précise à l'aide de plans à une échelle suffisante (1/200),
- l'entreprise chargée des remblayages,
- l'entreprise chargée des réfections.

2 – Conditions de délivrance

La délivrance de l'accord technique est subordonnée au respect des principes suivants :

- implantation compatible avec l'affectation et l'occupation du domaine public,
- mise en œuvre des prescriptions techniques conformes au présent règlement,
- étude de fondation préalable pour les ouvrages nécessitant un ancrage,
- maintien de zones de visibilité suffisantes,
- lisibilité du jalonnement et de la signalisation verticale et lumineuse,
- prescriptions générales fixées par l'article 22 du présent règlement.

3 – Portée de l'accord

L'accord délivré est limitatif en ce sens que les travaux qui n'y sont pas spécifiés ne sont pas autorisés.

Toute modification du projet doit faire l'objet de prescriptions supplémentaires, lesquelles peuvent entraîner des délais d'instruction dans la limite de ceux fixés pour l'instruction de la demande initiale.

Article 11 : Permis de stationnement ou de dépôt

Le permis de stationnement ou de dépôt autorise une personne physique ou morale à occuper un emplacement sur le domaine public pour une durée déterminée, sans emprise dans le sous-sol.

Cette autorisation strictement personnelle, précaire et révocable, est délivrée par l'administration municipale.

Cette occupation est passible des droits de voirie, droit fixe et redevance, conformément aux tarifs en vigueur et sous réserve des dispositions spécifiques de l'article L.2333-84 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les dispositions législatives de l'article L.113-3 du Code de la Voirie pose le principe que ERDF et GRDF disposent d'un droit légal d'occupation du domaine public routier, ne nécessitant aucune autorisation.

1 – Forme de la demande

La demande doit être formulée par écrit auprès du service gestionnaire de la voirie au moins 6 jours avant l'ouverture du chantier.

Cette demande doit préciser pour pouvoir être instruite :

- le nom du pétitionnaire ou sa raison sociale,
- sa qualité,
- son domicile (ou son siège social),
- la nature et la localisation exacte de l'occupation et des travaux envisagés, reportés sur un plan de situation au 1/5.000 et un extrait cadastral,
- la date et le délai envisagés pour l'exécution des travaux.

Le service instructeur peut solliciter la production de renseignements et pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande, notamment un projet détaillé et coté de l'ouvrage à réaliser établi sur un plan régulier à l'échelle 1/500 ou 1/200.

2 – Conditions de la délivrance

Le permis de stationner est délivré sous forme d'un arrêté, notifié au pétitionnaire. Il inclut les conditions techniques d'occupation conformément aux dispositions du présent règlement.

A défaut de notification de l'autorisation sollicitée dans le délai de 2 mois à compter du dépôt de la demande ou, le cas échéant, de la réception par le service gestionnaire des pièces complémentaires nécessaires à l'instruction de la demande, le permis de stationner est réputé refusé.

L'autorisation est accordée sous réserve expresse du droit des tiers.

Elle doit être utilisée dans le délai imparti.

Elle est périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Elle fixe la durée de l'occupation qui ne peut pas être prorogée par tacite reconduction.

Son renouvellement doit être sollicité 1 mois avant la date de son échéance. Il est instruit dans les mêmes conditions que sa délivrance.

Le bénéficiaire reste en tout état de cause responsable de tous les accidents et dommages pouvant résulter pour les usagers ou les tiers de son autorisation d'occupation du domaine public.

Article 12 : L'arrêté temporaire de circulation et de stationnement

Les détenteurs d'une permission de voirie et / ou d'un accord technique préalable, ainsi que les exécutants qui sollicitent la neutralisation de places de stationnement payantes ou gratuites (ex : déménagement) devront demander un arrêté temporaire de restriction de circulation et de stationnement auprès de la Ville de Nemours au moins 10 jours avant le début de l'opération (annexe 9).

Si l'intensité du trafic, ou l'importance des travaux l'exige, des mesures exceptionnelles pourront être imposées, telles que la mise en œuvre d'un plan de déviation, l'exécution de travaux de nuit.

La présignalisation et la signalisation du chantier sont à la charge de l'intervenant.

En raison de ce qui précède, il est formellement interdit, même pour une opération très limitée dans le temps, de barrer une voie, d'interrompre ou de modifier la circulation ou le stationnement, sans avoir obtenu l'autorisation correspondante, hormis les cas d'urgence avérée.

Si nécessaire, les services interviendront dans le cadre des interventions d'office, pour rétablir les conditions normales de circulation.

Article 13 : Avis d'ouverture préalable au démarrage des travaux

Constat des lieux :

Préalablement à tous les travaux, le maître d'ouvrage ou l'exécutant peuvent demander l'établissement d'un constat contradictoire des lieux. En l'absence de constat contradictoire, les lieux sont réputés en bon état d'entretien et aucune contestation ne sera admise par la suite.

Une fois les formalités décrites ci-avant respectées, l'intervenant préviendra du démarrage des travaux au moyen :

- d'un avis d'ouverture préalable, lequel précisera notamment les dates réelles d'intervention (annexe 7) qu'il fera parvenir au service gestionnaire de la voirie au moins 11 jours avant,
- d'une réunion de démarrage, établie à sa diligence, à laquelle seront conviés, l'exécutant, les services gestionnaires concernés. Cette réunion aura pour objet principal de vérifier les mesures qui seront mises en œuvre telles qu'imposées dans la permission de voirie, l'accord technique préalable, ou l'arrêté temporaire de circulation.

Pour les travaux urgents, l'avis d'ouverture sera transmis par tout moyen dans un délai de 24 heures au service gestionnaire de la voirie, et aux représentants de la police.

L'intervenant devra préciser à chaque avis d'ouverture de chantier, l'entreprise chargée des réfections définitives. Celle-ci devra posséder des qualifications professionnelles et techniques reconnues au sens de l'article 26 du présent règlement de voirie.

Dans le cas contraire, le chantier ne pourra pas commencer.

Un état des lieux préalablement à toute ouverture de chantier, devra se faire à l'initiative du demandeur dans les conditions fixées par l'article 30 du présent règlement de voirie.

Article 14 : Avis d'interruption et de fin de travaux

Les interruptions de travaux doivent être signalées dans les 24 heures aux services concernés, lorsqu'il est prévisible que les arrêts dépassent les cinq jours.

La fin des travaux sera confirmée par un avis de fin de travaux dans un délai de cinq jours ouvrables après la clôture du chantier (annexe 8).

Article 15 : Réception des travaux

A l'issue des travaux, l'intervenant organise la réception de travaux avec son ou ses exécutants.

A la demande de l'intervenant, mais de façon indépendante de cette réception, le service gestionnaire de la voirie pourra émettre les avis nécessaires aux opérations préalables à la réception. Ces avis ne seront opposables qu'aux seuls intervenants et ne vaudront pas réception de travaux (cf. chapitre 5 : Objectifs de qualité et contrôles).

1 – Remise en état des lieux

A l'expiration d'une permission, d'un accord ou d'une autorisation de voirie, les travaux de remise en état de la voie publique et de ses dépendances sont effectués aux frais du maître d'ouvrage, conformément aux dispositions du présent règlement, en harmonie avec les matériaux et ouvrages existants préalablement et selon les règles de l'art.

En cas de manquement de la part du maître d'ouvrage ou de l'exécutant, et après mise en demeure non suivie d'effet, les travaux de remise en état du domaine public seront réalisés à l'initiative du gestionnaire du domaine public et facturés avec les majorations prévues à l'article 28 du présent règlement.

Après suppression ou déplacement d'ouvrage, le maître d'ouvrage devra procéder à ses frais à la remise en état conforme du domaine public. En particulier, pour les autorisations

d'accès au domaine public, le trottoir devra être rétabli au droit d'entrées charretières abandonnées.

2 – Constat d'achèvement provisoire

Dès la fin des travaux, le maître d'ouvrage doit demander le constat d'achèvement provisoire du chantier (annexe 8).

Ce constat d'achèvement provisoire dans lequel est stipulée la date d'achèvement réel des travaux et de libération du chantier, définit la date de début du délai de garantie de bonne exécution des travaux. Il est réalisé par le service gestionnaire de la voirie et fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire en présence du maître d'ouvrage et de l'exécutant si nécessaire.

A ce procès-verbal, sont joints tous les documents justificatifs de la bonne exécution des travaux, notamment les fiches de remblayage des fouilles.

L'exécutant devra fournir au maître d'ouvrage et au gestionnaire de la voirie les bons de livraison des matériaux de type GRH (si ceux-ci sont utilisés pour la réfection de la fouille) et quels que soient les matériaux, les justificatifs des essais de compactage de la tranchée.

A défaut de retour au gestionnaire de ces documents datés et signés par le maître d'ouvrage, celui-ci reste responsable de l'ouvrage, la date de début du délai réglementaire de garantie ne pouvant s'appliquer.

3 – Constat d'achèvement définitif

Le constat d'achèvement définitif intervient dans le 12^{ème} mois à compter de la date de signature du constat d'achèvement provisoire. Il est réalisé à l'initiative du service gestionnaire de la voirie ou à celle du maître d'ouvrage ou de l'exécutant.

A défaut de notification avant la fin du 13^{ème} mois, le constat d'achèvement définitif sans réserve est acquis au maître d'ouvrage.

Il est précédé dans tous les cas d'une information du maître d'ouvrage sur les travaux éventuels à exécuter avant le constat d'achèvement définitif.

Le constat d'achèvement définitif fait l'objet d'un procès-verbal contradictoire (annexe 8), signé des deux parties (service gestionnaire de la voirie – maître d'ouvrage). Trois possibilités :

- a) **Le constat d'achèvement définitif est prononcé sans réserve** à la condition qu'aucun manquement (exemple : manque de contrôles de compactage) ne soit mentionné sur le constat d'achèvement provisoire. Dans ce cas, le maître d'ouvrage est relevé de sa responsabilité sur les travaux ainsi réceptionnés.
- b) **Le constat d'achèvement définitif est prononcé avec réserves**, notamment lorsque des malfaçons mineures affectent le revêtement ou les aménagements de surface. Le maître d'ouvrage aura en charge de réparer les malfaçons dans un délai convenu avec le gestionnaire de voirie. Au-delà de ce délai, et après mise en demeure, conformément à l'article R.141-16 du Code de la Voirie Routière, la Ville se substitue alors au maître d'ouvrage pour réaliser les interventions jugées nécessaires et précisées dans le procès-verbal contradictoire. Ces dernières sont à la charge du maître d'ouvrage et facturées conformément à l'article 28 du présent règlement. Dans ce cas, la responsabilité du maître d'ouvrage est prolongée jusqu'à la signature du procès-verbal contradictoire de levée des réserves.

- c) **Le constat d'achèvement définitif n'est pas prononcé**, notamment lorsque la structure est sujette à des malfaçons majeures. La responsabilité du maître d'ouvrage est alors prolongée d'une année au terme de laquelle le constat d'achèvement définitif est de nouveau envisagé.

La ville se réserve toutefois, après mise en demeure, la faculté de se substituer au maître d'ouvrage durant cette période pour réaliser les travaux de mise en conformité jugés nécessaires. Ces travaux sont à la charge du maître d'ouvrage et facturés conformément à l'article 28 du présent règlement. Ils valent constat d'achèvement définitif, sous réserve du paiement par le maître d'ouvrage des frais engagés pour leur exécution.

Dans tous les cas, si le constat d'achèvement définitif n'est pas prononcé, la responsabilité du maître d'ouvrage pourra être recherchée, même plusieurs années après l'achèvement provisoire.

Article 16 : Les cas particuliers

1 – Principe

Certaines interventions peuvent être considérées particulières, parce que les dispositions qui s'appliquent, diffèrent ou dérogent à celles vues précédemment, et notamment de la permission de voirie et de l'accord technique préalable.

2 – Le transport et la distribution d'électricité

Le droit d'occupation du domaine public routier, pour le transport et la distribution d'électricité est inscrit dans les textes législatifs et réglementaires qui les régissent.

Toutefois les maîtres d'ouvrage qui assurent le transport et la distribution d'électricité, sont soumis à des procédures particulières.

Elles sont menées selon les dispositions des articles 49, 50 et 55 du décret du 29 juillet 1927, portant Règlement d'Administration Publique (RAP) pour l'application de la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'énergies.

Par simplification administrative, et au sens du présent règlement, les procédures issues des articles 49 et 50 seront considérées comme valant demandes d'accord technique préalable. Celle issue de l'article 55 sera considérée comme valant avis préalable de démarrage des travaux.

3 – Le transport et la distribution de gaz

Le droit d'occupation du domaine public routier, pour le transport et la distribution de gaz est inscrit dans les textes législatifs et réglementaires qui les régissent.

Toutefois les maîtres d'ouvrage qui assurent le transport et la distribution de gaz restent soumis aux dispositions du présent règlement de voirie et particulièrement celles relatives à l'accord technique préalable.

4 – Les réseaux de télécommunications

Les opérateurs au sens de l'article L.33-1 du Code des Postes et Communications Electroniques bénéficient d'un droit de passage dont le régime est défini par l'article L.47 de ce même code.

Dans tous les cas, que l'opérateur bénéficie ou non d'un droit de passage, une permission de voirie devra être délivrée et la demande d'intervention devra être formulée et instruite par la Ville de Nemours selon les modalités prévues au présent règlement de voirie.

Les travaux seront dans tous les cas inscrits au calendrier prévisionnel des travaux coordonnés conformément à l'article L.115-1 du Code de la Voirie Routière.

Afin de limiter les ouvertures de tranchées, et à la demande du gestionnaire du domaine public, le pétitionnaire étudiera, lorsque cela s'avérera nécessaire, la possibilité d'un partage du réseau existant avec tout opérateur autorisé, en vertu de l'article L.33-1 du Code des Postes et Communications Electroniques, selon les principes posés par les articles L.47 du même code.

Chapitre 3 : Emprise et l'alignement

Article 17 : Principes

L'alignement est la détermination par le Maire de la commune de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines.

Les dispositions applicables en la matière sont fixées par :

- les articles L.112.1 à L.112.7, L.141.1 à L.141.7,
- R.112.1 à R.112.3 et R.141.1 à R.141.10 du Code de la Voirie Routière et l'article R.332.15 du Code de l'Urbanisme.

La demande d'alignement s'applique à toute personne qui désire construire ou réparer un bâtiment, un mur ou une clôture en bordure de la voie publique.

Pour les voies communales, l'alignement est délivré, sur demande du riverain, par arrêté du Maire.

La délivrance de l'alignement ne vaut pas permis de construire, ni ne dispense de demander celui-ci. Cette délivrance, qui ne peut être refusée, ne préjuge pas des droits des tiers.

Article 18 : Cas particuliers

1 – Aménagement des accès

a) Principe

L'accès est un droit de riveraineté, mais il est soumis à autorisation s'il affecte le domaine public routier, **sous forme de permission de voirie** délivrée par le service gestionnaire de la voirie.

Les dispositions et dimensions des ouvrages destinés à établir la communication entre la route et les propriétés riveraines doivent toujours être établis de manière à ne pas déformer le profil normal de la route et à ne pas gêner l'écoulement des eaux.

L'accès doit être revêtu ou stabilisé sur une longueur suffisante pour éviter la détérioration de la chaussée et être conforme aux normes en vigueur, notamment en matière de sécurité.

La construction et l'entretien des ouvrages sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

L'accès aura les dimensions suivantes :

- côté alignement, la largeur sera égale à celle de l'entrée augmentée de 0,15 m de part et d'autre de celle-ci,
- côté bordure du trottoir, la largeur sera augmentée d'un mètre de part et d'autre de l'accès.

Au droit de la largeur de l'entrée, les bordures seront déposées et replacées sur une fondation en béton de ciment de manière à conserver une hauteur de 0,04 m minimum au-dessus du caniveau.

Les bordures ne devront, en aucun cas, être cassées ou tronçonnées pour en abaisser la vue.

Le raccordement de la partie baissée avec le reste du trottoir devra avoir 1 mètre de longueur de chaque côté.

Entre la bordure et la limite de propriété, le trottoir sera alors constitué d'une dalle en béton non armé de 15 centimètres d'épaisseur. Une rangée de briques pressées posées de chant sera disposée de part et d'autre de cette aire bétonnée.

Dans le cas où le service gestionnaire de la voirie a pris l'initiative de modifier les caractéristiques géométriques de la voie, il doit rétablir les accès existants au moment de la modification.

Lorsque le terrain sera desservi par plusieurs voies, l'accès devra être établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

Certains modes d'accès pourront ne pas être autorisés s'ils présentent un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celles de personnes les utilisant, notamment dans la zone de dégagement de visibilité d'un carrefour ou d'un virage réputé dangereux.

b) Accès en limite du domaine public

Les bordures de la voie d'accès doivent se raccorder à celles de la voie principale par des courbes régulières.

L'occupant ou l'exécutant prend toutes dispositions pour assurer l'écoulement des eaux pluviales.

Il lui incombe en particulier de construire les ouvrages nécessaires à la récupération des eaux pluviales en provenance de sa voie d'accès et de son fonds.

Pour les voies plantées d'arbres, les accès doivent être, à moins d'impossibilité préalablement constatée, placés au milieu de l'intervalle de deux arbres consécutifs, aucun arbre ne devant être supprimé, ni déplacé.

c) Accès avec travaux sur le domaine public

Aqueducs et ponceaux sur fossés

Après accord du service assainissement, l'autorisation pour l'établissement, par les propriétaires riverains, d'aqueducs et de ponceaux sur les fossés des voies, précise le mode de construction, les dimensions à donner aux ouvrages, les matériaux à employer et les conditions de leur entretien.

Lorsque ces aqueducs ont une longueur supérieure à 30 mètres, ils doivent obligatoirement comporter un ou plusieurs regards pour visite et nettoyage.

d) Accès aux zones et établissements à caractère industriel, commercial, agricole et artisanal

Ces accès doivent être conçus de manière à assurer le maintien de la capacité de trafic sur la voie concernée ainsi que la sécurité des usagers.

Leur réalisation est soumise aux conditions techniques définies par le service gestionnaire de la voirie.

e) Accès aux zones et établissements à usage d'habitation

Ces accès doivent être conçus de manière à assurer le maintien de la capacité de trafic sur la voie concernée ainsi que la sécurité des usagers.

Leur réalisation est soumise aux conditions techniques définies par le service gestionnaire de la voirie.

2 – Clôtures

a) Principe

Le droit de clôturer est le corollaire du droit de propriété.

Toute personne qui désire établir une clôture en bordure d'une voie publique est tenue de requérir la délivrance **d'un arrêté d'alignement et d'une déclaration de travaux** auprès de la Direction des Services Techniques et de l'Aménagement de la Ville de Nemours. Cet alignement est la détermination par l'administration de la limite du domaine public au droit des propriétés riveraines.

b) Implantation de la clôture

Les haies sèches, clôtures, palissades, barrières, doivent être établies suivant l'alignement, sous réserve des servitudes de visibilité et ne pas faire obstacle à l'écoulement naturel des eaux pluviales.

Les haies vives doivent être implantées en retrait de 0 m 50 de l'alignement.

Elles doivent être conduites de manière que leur développement du côté du domaine public ne fasse aucune saillie sur l'alignement.

c) Hauteur des clôtures

La hauteur des clôtures est déterminée par les dispositions du règlement du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Aux embranchements routiers, à l'approche de traversées de voies ferrées ou de virages réputés dangereux, cette hauteur pourra être réduite à 1 mètre au-dessus de l'axe des chaussées sur une longueur de 50 mètres comptée de part et d'autre du centre de ces carrefours, embranchements, bifurcations, courbes ou passages à niveau.

La même hauteur doit être observée sur tout le développement des courbes du côté intérieur et sur une longueur de 30 mètres dans les alignements droits adjacents.

Nonobstant ce qui précède, il peut toujours être recommandé de limiter à moins d'un mètre la hauteur des clôtures bordant certaines parties du domaine public routier lorsque cette mesure est commandée par la sécurité de la circulation.

Lorsque la clôture est constituée par une haie vive, si celle-ci a été plantée après autorisation, antérieurement à la publication du présent règlement et à des distances moindres que celles fixées ci-dessus, elle peut être conservée, mais ne peut être renouvelée qu'à la condition de respecter cette distance.

3 – Plantations riveraines

a) Hauteur des plantations

Il n'est permis d'avoir des arbres en bordure du domaine public routier qu'à une distance de 2 mètres pour les plantations qui dépassent 2 m de hauteur et à la distance de 0,50 m pour les autres. Cette distance est mesurée entre l'alignement et l'axe de l'arbre pris à 1 mètre au-dessus du niveau de l'accotement ou du trottoir.

Toutefois, les arbres, arbustes et arbrisseaux de toute espèce peuvent être plantés en espaliers, sans condition de distance, lorsqu'ils sont situés contre un mur de clôture et à l'intérieur de la propriété riveraine.

Lorsque le domaine public routier est emprunté par une ligne de distribution d'énergie électrique régulièrement autorisée, toute plantation d'arbres ne peut être effectuée sur les terrains riverains de la voie qu'à la distance de 3 m minimum pour les

plantations dont la hauteur ne dépasse pas 7 m, cette distance étant augmentée d'un mètre jusqu'à 10 m au maximum pour chaque mètre de hauteur de plantation au-dessus de 7 m. Toutefois, des dérogations à cette règle peuvent être accordées aux propriétaires s'il est reconnu que la situation des lieux ou les mesures prises, soit par

le distributeur d'énergie, soit par le propriétaire, rendent impossible la chute d'un arbre sur les ouvrages de la ligne électrique.

Les plantations faites antérieurement et à des distances moindres que celles prescrites ci-dessus peut être conservées, mais elles ne peuvent être renouvelées qu'à la condition d'observer les distances fixées. Les sujets morts doivent être abattus et ne peuvent pas être remplacés.

b) Abattage – Elagage

Les arbres, les branches et les racines, qui avancent sur le sol du domaine public routier, doivent être coupés à l'aplomb des limites ce domaine, à la diligence des propriétaires.

De plus, si le feuillage réduit la visibilité des usagers de la route, il pourra être demandé au propriétaire d'élaguer les arbres sur une hauteur de 4 m à compter du sol.

A défaut de leur exécution par les propriétaires riverains ou leurs représentants, les opérations d'élagage des arbres, branches, haies ou racines peuvent être effectuées d'office par le service gestionnaire de la voirie après une mise en demeure par lettre recommandée, non suivie d'effet et aux frais des propriétaires.

4 – Echafaudages

L'installation d'échafaudage est soumise à autorisation si elle affecte le domaine public, **sous forme de permis de stationnement ou de dépôt** délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée ne pouvant excéder la durée du chantier.

Les échafaudages nécessaires à l'exécution de travaux en bordure de la voirie ne doivent pas être ancrés dans le sol.

Leur saillie sur la voie ne peut excéder 2 mètres et comprend un passage de largeur de 1,40 m minimum aménagé pour les piétons (soit un tunnel, soit un platelage).

Les échafaudages ne doivent en aucun cas entraver le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.

Si l'échafaudage empiète sur la chaussée, il doit être obligatoirement signalé par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et des dispositifs rétro réfléchissants.

L'échafaudage sera obligatoirement équipé d'un filet de protection ou quand il y a nécessité d'un bâche étanche afin qu'aucune projection ou qu'aucun matériau n'atteigne les utilisateurs du domaine public (voitures, piétons...).

5 – Dépôts de matériaux et de bennes à gravats

Le dépôt de matériaux et de bennes à gravats sur le domaine public sont soumis à autorisation, **sous forme de permis de stationnement ou de dépôt** délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée ne pouvant excéder la durée du chantier.

Il est interdit d'embarasser la voirie en y déposant sans nécessité des matériaux et objets quelconques susceptibles d'empêcher ou de diminuer la liberté et la sûreté du passage.

Pour l'exécution de travaux régulièrement autorisés, les matériaux provenant des immeubles riverains ou destinés à leur réparation ou à leur construction, pourront être déposés sur la voirie dans l'hypothèse où il serait impossible de le faire sur la propriété privée.

La confection de mortier ou de béton est interdite sur la chaussée. Elle peut être tolérée sur les accotements et dépendances de la voie à la condition d'être pratiquée sur une auge appropriée.

Les gravats doivent obligatoirement être collectés dans des bennes ou sacs à gravats.

Le dépôt de matériaux et de bennes à gravats sur la voie publique, ne peut être autorisé pour une durée supérieure à celle du chantier.

Le stationnement des bennes ne doit jamais entraver le libre écoulement des eaux, ni porter atteinte à la sécurité du passage des piétons.

Les bennes et les dépôts de matériaux doivent être protégés, aussi bien à l'avant qu'à l'arrière, par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et des dispositifs rétro réfléchissants.

Toutes dispositions doivent être prises pour que la voirie ne puisse être détériorée par le dépôt de matériaux ou la benne.

La réparation des dégradations occasionnées à la voirie est à la charge du titulaire de l'autorisation de stationnement.

6 – Palissade

Pour les travaux de construction et de surélévation de bâtiments en bordure des voies, les chantiers doivent être obligatoirement clôturés par une palissade.

Cette installation est soumise à autorisation si elle affecte le domaine public, **sous forme de permis de stationnement ou de dépôt** délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée ne pouvant excéder la durée du chantier.

Lorsque la palissade emprunte une grande partie du trottoir ou empiète sur la chaussée, un plancher de largeur suffisante munie d'une main courante et laissant une largeur de 1,40 m pour le passage des piétons sera réalisé. Cette installation provisoire sera signalée par des feux de stationnement nettement visibles de nuit et des dispositifs rétro réfléchissants.

Les clôtures ne doivent en aucun cas entraver le libre écoulement des eaux sur la voie ou ses dépendances.

Si la clôture est établie en saillie, elle doit être couverte par une signalisation adaptée.

Les clôtures ne doivent pas être ancrées dans la voirie, sauf accord préalable du service gestionnaire de la voirie. Dans ces conditions, les réparations sont à la charge de l'intervenant, y compris l'enlèvement des matériaux d'ancrage mis en œuvre.

7 – Terrasses

En 2009, la Ville de Nemours, en concertation avec le Comité Local du Commerce, a élaboré une charte de qualité (jointe en annexe) réglementant l'installation des terrasses des restaurants et cafés afin de valoriser la qualité de l'occupation de l'espace public.

Cette charte invite les commerçants à mettre en œuvre un projet d'aménagement global et concerté prenant en compte l'environnement architectural et précise aussi la marche à suivre pour obtenir l'autorisation d'installer une terrasse.

La volonté de la Ville est d'accompagner les commerçants dans une démarche qualitative pour contribuer à renforcer la notoriété et l'attractivité de la Commune tout en concourant à valoriser commercialement les établissements qui adhèrent à cette démarche.

Hors charte de qualité, il est précisé que l'écoulement des eaux pluviales ne devra en aucun cas être perturbé ou modifié par les installations.

8 – Mobilier divers (chevalet, portant, jardinières ...)

Ces installations sont soumises à autorisation, sous forme de **permis de stationner ou de dépôt** délivré par le service gestionnaire de la voirie pour une durée de cinq ans maximum.

Elles ne pourront être autorisées que si la largeur de trottoir hors obstacles est supérieure ou égale à 1,40 mètre de façon à respecter les dispositions des décrets du 31 août 1999 relatifs à l'accessibilité de la voirie ouverte à la circulation publique.

Pour les chevalets, un dispositif maximum pourra être autorisé sur le trottoir au droit de chaque établissement.

9 – Engin de levage

Il est interdit sans en avoir obtenu l'autorisation préalable, de faire établir et de faire fonctionner sur un terrain public ou privé un engin de levage conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre 4 : Droits et obligations des riverains

Article 19 : Principes

Les dispositions applicables en la matière sont fixées par l'article L.112.8 du Code de la Voirie Routière.

Les riverains d'une voie publique jouissent, notamment, du droit d'accès et du droit d'écoulement naturel des eaux.

Ces droits, appelés « Aisances de Voirie », bénéficient d'une protection juridique spéciale et constituent des charges de voisinage au profit des immeubles riverains.

Le Maire veille à ce que la réalisation de travaux sur les voies communales n'apporte pas de perturbations anormales au droit d'accès des riverains.

Les articles L.114-1 à L.114-6 et R.114-1 et R.114-2 du Code de la Voirie Routière fixent les obligations des riverains en matière de servitudes de visibilité.

Article 20 : Cas particuliers

1 – Ecoulement des eaux

a) Définitions

Sont dénommées :

- eaux usées domestiques : les eaux ménagères, les eaux vannes et les eaux de lavage de locaux vide-ordures,
- eaux industrielles : tous les rejets correspondant à une utilisation de l'eau autre que domestique,
- eaux pluviales : les eaux qui proviennent des précipitations atmosphériques ainsi que les eaux de service,
- eaux d'arrosage : les eaux distribuées par un organisme, association syndicale ou autres, dans un but strictement limité à l'arrosage des plantations.

b) Ecoulement des eaux pluviales

En l'absence de canalisations établies sous la voie, les eaux pluviales doivent être conduites au caniveau ou dans les fossés par la mise en place de gargouille ou tout autre moyen, sous réserve de l'avis favorable du service gestionnaire de la voie et que ces eaux n'entraînent aucune nuisance pour le voisinage.
Cet avis est délivré sous forme de permission de voirie.

c) Ecoulement des eaux usées

L'écoulement sur la voie publique des eaux usées, insalubres, domestiques ou industrielles provenant des propriétés riveraines est interdit.

d) Ecoulement des eaux d'arrosage

Les eaux d'arrosage ne pourront en aucun cas se répandre sur la voie publique.
La collecte et le transit des eaux d'arrosage dans les fossés de la voirie publique sont soumis à autorisation préalable.

2 – Ouvrages en saillie

Les saillies autorisées ne doivent pas excéder, suivant la nature des ouvrages, les dimensions indiquées ci-dessous. De plus, les saillies prévues du paragraphe a) au paragraphe d), ne pourront être autorisées que si la largeur de trottoir hors obstacles est supérieure ou égale à 1,40 mètre de façon à respecter les dispositions des décrets du 31 août 1999 relatifs à l'accessibilité de la voirie ouverte à la circulation.

- | | |
|--|--------|
| a) Soubassements | 0,05 m |
| b) Colonnes, pilastres, ferrures de portes et fenêtres, jalousies, persiennes, contrevents, appuis de croisées, barres de support, fixés sur une façade à l'alignement | 0,10 m |

- | | | |
|--|---|---------------|
| <p>c) Tuyaux et cuvettes,
 Revêtements isolants sur façade de bâtiments existants,
 Devantures de boutiques (y compris les glaces, grilles, rideaux et autres clôtures),
 Corniches où il n'existe pas de trottoir,
 Grilles des fenêtres du rez-de-chaussée</p> | } | 0,16 m |
| <p>d) Enseignes lumineuses ou non lumineuses parallèles à la façade et tous attributs et ornements, et ne pouvant dépasser les limites du mur (Code de l'Environnement, article R.581-56)</p> | | 0,25 m |
| <p>e) Socles de devantures de boutiques</p> | | 0,20 m |
| <p>f) Petits balcons de croisées au rez-de-chaussée</p> | | 0,22 m |
| <p>g.1) - Grands balcons et saillies de toitures</p> | | 0,80 m |

Ces ouvrages ne peuvent être établis que dans les rues dont la largeur est supérieure à 8 m. Ils doivent être placés à 4,30 m au moins au-dessus du sol, à moins qu'il n'existe devant la façade un trottoir de 1,30 m de largeur au moins, auquel cas la hauteur de 4,30 m ne peut être réduite jusqu'au minimum de 3,50 m.

- | | |
|---|---------------|
| <p>g.2) - Lanternes, enseignes lumineuses ou non lumineuses, attributs et ornements perpendiculaires à la façade (Code de l'Environnement, article R.581-57)</p> | 0,80 m |
|---|---------------|

Ils ne doivent pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique. Ils ne peuvent excéder 2 mètres : $a < \frac{A}{10} < 2$ m.

De plus les parties les plus saillantes doivent être situées à **0,50 m** au moins en arrière du plan vertical passant par le fil d'eau du caniveau ou, s'il existe une plantation sur le trottoir, à **0,80 m** au moins de la ligne d'arbres la plus voisine.

Les dispositifs devront respecter la composition architecturale de la façade.

Une seule enseigne sera admise, par raison sociale et par façade. Elle sera placée au niveau du rez-de-chaussée sauf si le commerce occupe plusieurs niveaux.

Les dispositifs doivent être supprimés sans indemnité lorsque des raisons d'intérêt public conduisent l'administration à exhausser le sol, à réduire la largeur du trottoir ou à implanter des panneaux ou feux de signalisation.

Par ailleurs, les enseignes non conformes aux dispositions ci-dessus devront être déposées lors des travaux de ravalement et ne pourront être réinstallées que conformément à la réglementation nationale ou locale relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes.

- | | |
|---------------------------------------|---------------|
| <p>h) Auvents et marquises</p> | 0,80 m |
|---------------------------------------|---------------|

Ces ouvrages ne sont autorisés que sur les façades devant lesquelles il existe un trottoir d'au moins 1,30 m de largeur.

Aucune partie de ces ouvrages, ni de leurs supports, ne doit être à moins de 3 m au-dessus du trottoir.

Les marquises peuvent être garnies de draperies flottantes dont la hauteur au-dessus du trottoir ne doit pas être inférieure à 2,50 m.

Lorsque le trottoir a plus de 1,30 m de largeur, la saillie des marquises peut être supérieure à **0,80 m**. Le titre d'occupation fixe alors les dispositions et dimensions de ces ouvrages qui restent assujettis aux prescriptions ci-dessus relatives à la hauteur au-dessus du sol mais, doivent en outre, satisfaire à certaines conditions particulières :

- Leur couverture doit être translucide.
- Elles ne peuvent ni recevoir de garde-corps, ni être utilisées comme balcons.
- Les eaux pluviales qu'elles reçoivent ne doivent s'écouler que par des tuyaux de descente appliqués contre le mur de façade et disposés de manière à ne pas déverser les eaux sur le trottoir.
- Les parties les plus saillantes doivent être à **0,50 m** au moins en arrière du plan vertical passant par le fil d'eau du caniveau ou, s'il existe une plantation sur le trottoir, à **0,80 m** au moins de la ligne d'arbres la plus voisine et en tout cas à 4 m au plus du nu du mur de façade.
- Leur hauteur, non compris les supports, ne doit pas excéder 1 mètre.

i) Bannes

Ces ouvrages ne peuvent être posés que devant les façades où il existe un trottoir. Leurs parties les plus en saillie doivent être à **0,50 m** au moins en arrière du plan vertical passant par le fil d'eau du caniveau ou s'il existe une plantation d'arbres sur le trottoir, à **0,80 m** au moins de l'axe de la ligne d'arbres la plus voisine, et en tout cas, à 4 m au plus du nu du mur de façade.

Dans le cas où une terrasse sur chaussée aura été aménagée, la saillie pourra être à **0,50 m** au moins en arrière du plan vertical passant à l'aplomb des barrières de sécurité. Aucune partie de ces ouvrages, ni de leur support, ne doit être à moins de 2,00 m au-dessus du trottoir.

j) Corniches d'entablement, corniches de devantures et tableaux sous corniches, y compris tous ornements pouvant y être appliqués, lorsqu'il existe un trottoir :

- | | |
|--|---------------|
| - jusqu'à 3 m de hauteur au-dessus du trottoir | 0,16 m |
| - entre 3 et 3,50 m de hauteur au-dessus du trottoir | 0,50 m |
| - à plus de 3,50 m de hauteur au-dessus du trottoir | 0,80 m |

Le tout, sous la réserve que les parties les plus saillantes des ouvrages soient à **0,50 m** au moins en arrière du plan vertical passant par le fil d'eau du caniveau.

k) Panneaux muraux publicitaires **0,10 m**

La mesure est toujours effectuée à partir du nu du mur de façade et au-dessus du soubassement et, à défaut, entre alignements.

Celles, d'autre part, de ces dimensions qui concernent les corniches, les grands balcons et les toitures ne sont pas applicables lorsque, pour des raisons d'environnement, un document d'urbanisme a prévu des règles et servitudes particulières de construction avec lesquelles elles sont incompatibles.

3 – Portes et fenêtres

Aucune porte ne peut s'ouvrir en dehors de manière à faire saillie sur la voirie. Toutefois, cette règle ne s'applique pas dans les bâtiments recevant du public aux issues de secours qui ne sont pas utilisées en service normal.

Les fenêtres et volets du rez-de-chaussée qui s'ouvrent en dehors doivent se rabattre sur le mur de face et y être fixés.

4 – Excavation à proximité du domaine public routier

Il est interdit de pratiquer en bordure de la voirie publique des excavations de quelque nature que ce soit, sans accord préalable délivré par le service gestionnaire de la voirie.

Le propriétaire de toute excavation située au voisinage du domaine public routier peut-être tenu de la couvrir ou de l'entourer de clôtures propres à prévenir tout danger pour les usagers.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux excavations à ciel ouvert ou souterraines, qui sont régulièrement soumises à des réglementations spéciales en exécution de testes sur les mines et carrières.

Chapitre 5 : Objectif de qualité et Contrôles

Article 21 : Principes généraux de qualité et de sécurité

La réalisation des travaux quels qu'ils soient, sur le domaine public de la Ville de Nemours, doit s'inscrire dans un objectif de qualité permettant d'assurer à tout instant le confort et la sécurité des usagers. La qualité des travaux n'est pas seulement un objectif immédiat, mais doit pouvoir être constatée dans la durée.

La Mairie de Nemours veillera tout particulièrement au respect par les intervenants des principes édictés dans le présent règlement de voirie, comme dans tous autres règlements et arrêtés relatifs aux travaux sur la voirie et notamment dans l'arrêté municipal de coordination.

Cet objectif de qualité conduira la Ville à assurer un suivi et un contrôle régulier de l'exécution des prescriptions du présent règlement.

La Ville de Nemours pourra effectuer elle-même ces contrôles ou les faire exécuter par un tiers de son choix.

Les travaux sont contrôlés par le service gestionnaire de la voirie, à son initiative. Toute observation concernant la qualité des travaux et leur organisation sera transmise par écrit à l'intervenant, à charge pour ce dernier de prendre les mesures nécessaires à la prise en compte de ces observations.

L'entreprise chargée des travaux par l'intervenant devra être en possession des qualifications professionnelles et techniques en vigueur, en fonction de l'ouvrage à réaliser.

Tout intervenant a l'obligation de respecter et de faire respecter par ses propres moyens, le présent règlement et les dispositions précises figurant dans la permission de voirie, l'autorisation d'entreprendre et dans tous autres documents délivrés par la Mairie, ainsi que notamment les observations émanant de la Mairie et de ses représentants. Cette obligation pèse sur toute personne et entreprise que l'intervenant aura missionnées sur ses chantiers.

Article 22 : Prescriptions générales

Les travaux seront réalisés conformément aux normes et règles techniques en vigueur.

Pour les parties de voirie reconstruites depuis moins de trois ans, aucune intervention n'est autorisée sauf dérogation particulière accordée au cas par cas.

Les contrôles des travaux de remblayage réalisés par l'intervenant, seront faits par l'intervenant lui-même, et communiqués au service gestionnaire de la voirie.

Ils seront réalisés par pénétromètre, et porteront sur le respect des épaisseurs, la qualité des matériaux et la compacité minima à obtenir.

Des contrôles seront également effectués par le gestionnaire de la voirie, pour vérification. Ces derniers seront mis en recouvrement auprès de l'intervenant, si les résultats mesurés ne sont pas conformes avec une bonne réalisation des travaux.

Article 23 : Opération de contrôle de compactage

Les vérifications suivantes qui influent sur le degré de compactage doivent être effectuées :

- épaisseur de mise en œuvre des différentes couches de matériaux,
- séparation des matériaux nécessitant des compactages différents,
- emploi de matériel de compactage adapté,
- respect du nombre de passes du matériel de compactage sur chacune des couches,
- interdiction de toute circulation d'engin ou de stockage des déblais sur la tranchée en cours de remblayage pour éviter un compactage inégal,
- vérification périodique de la teneur en eau des matériaux à la mise en œuvre et de la masse volumique résultante après compactage.

Les niveaux de qualité de compactage sont vérifiés à l'aide d'un pénétromètre lorsque la totalité ou une partie du linéaire est remblayée et avant réfection du corps de chaussée ou de trottoir.

Les niveaux de qualité de compactage doivent être conformes à la norme NF 98-331, et au Guide Technique du SETRA/LCPC de mai 1994 « Remblayage des tranchées et réfection des chaussées », complétée par la note de juin 2007.

Article 24 : Contrôle des réfections et remise en état

Les matériaux nécessaires à la reconstruction des chaussées, trottoirs et accotements stabilisés tant en couche d'assise traitée ou non, qu'en couche de surface, sont conformes aux normes correspondantes et assurent la circulation de la même classe de trafic.

Le corps et la surface des trottoirs et accotements ainsi que le corps des chaussées doivent être reconstitués au minimum à l'identique qualitativement et les matériaux utilisés mis en œuvre conformément aux normes en vigueur.

La surface des chaussées sera quant à elle exclusivement réalisée en béton bitumineux à l'exception des revêtements spéciaux d'origine (dallages, pavés ...).

La date de réalisation des réfections définitives devra être validée par le service gestionnaire de voirie dans le cadre de la coordination des travaux.

En aucune manière les caractéristiques mécaniques et la durabilité des chaussées, trottoirs ou accotements refaits ne doivent être perturbés ou diminués.

L'intervenant veille à remettre l'emprise du chantier et ses abords dans l'état dans lequel se trouvait le domaine public sur lequel il est intervenu et tel que figurant au constat contradictoire d'état des lieux.

La mise en état suppose la réalisation des opérations suivantes :

- la réfection définitive du revêtement,
- le rétablissement à l'identique de la signalisation avec des matériaux agréés,
- la remise en état des espaces verts et des plantations,
- la remise en état du mobilier urbain,
- le nettoyage complet de l'emprise du chantier et de ses abords.

Aucune modification ne pourra être apportée aux ouvrages existants et notamment à leur accessibilité, sans accord préalable du gestionnaire de ces ouvrages.

Article 25 : Conditions de réception des travaux, malfaçons et garanties

1 – Réception des travaux

Participent obligatoirement à la réception des travaux à une date déterminée par l'intervenant, le pétitionnaire, l'entreprise chargée des travaux et un représentant du service gestionnaire de la voirie de la Ville de Nemours.

Cette réception a lieu dans un délai maximum d'un mois après la fin des travaux de réfection provisoire et donne lieu à la rédaction d'un procès verbal de réception.

A la suite de cette réception, l'intervenant demeure responsable, dans le cadre des délais réglementaires en vigueur en matière de garantie, de ses travaux et des désordres occasionnés à la voirie ou ses équipements.

2 – Malfaçons

Les conditions techniques dans lesquelles certains travaux sont exécutés, doivent respecter les prescriptions du gestionnaire de la voirie.

Au cas où des malfaçons sont constatées, l'intervenant sera mis en demeure par lettre recommandée de procéder dans un délai d'un mois aux modifications ou rectifications qui seront jugées nécessaires. Ce délai sera écourté si ces malfaçons présentent un danger pour les usagers.

La Ville de Nemours se réserve alors la possibilité de faire réparer ces malfaçons aux frais et risques de l'intervenant bénéficiaire des travaux.

3 – Garanties

a) Cas de réfection provisoire suivie ultérieurement d'une réfection définitive

Ces réfections seront réalisées par l'exécutant, sous le contrôle du service gestionnaire de la voirie.

L'intervenant a donc la charge de la surveillance et de l'entretien des chaussées, trottoirs et ouvrages restaurés provisoirement et doit, en particulier, remédier immédiatement aux tassements, déformations et dégradations consécutifs à l'exécution des travaux, et cela jusqu'à la réfection définitive qui interviendra dans un délai maximal d'un an.

L'intervenant demeure responsable, à partir de la fin des travaux, des désordres occasionnés à la voie et à ses équipements par son intervention, et des inconvénients qui pourraient en découler, pendant un délai d'un an à compter de la réfection provisoire.

b) Cas de réfection définitive immédiate

La réfection définitive sera réalisée dès la fin des travaux par l'intervenant lorsque le service gestionnaire de la voirie le demandera pour des motifs bien particuliers telle que course automobile ou course cycliste devant se dérouler sur la voie concernée.

Le service gestionnaire sera alors informé de la fin des travaux de génie civil.

L'intervenant demeure responsable, à partir de la fin des travaux, des désordres occasionnés à la voie et à ses équipements par son intervention, et des inconvénients qui pourraient en découler, pendant un délai d'un an à compter de la réfection définitive.

Article 26 : Qualifications professionnelles et techniques des exécutants pour les réfections définitives

Dans un souci de qualité et d'homogénéité des réfections définitives, l'intervenant devra missionner pour la réalisation des réfections définitives une entreprise dont les qualifications professionnelles et techniques sont reconnues.

Le service gestionnaire de la voirie se réserve la possibilité, dans l'intérêt de la protection du domaine public et de la conservation de la voirie, de vérifier la capacité de l'exécutant à réaliser les travaux, tant sur le plan technique, que sur le plan de la mobilisation de moyens

en personnels et matériels adaptés à la nature du chantier, en l'invitant à produire tout justificatif en sa possession.

La qualification professionnelle des entreprises peut notamment s'apprécier au regard des documents suivants :

- la carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics délivrée par la Fédération Nationale des Travaux Publics qui mentionne les qualifications du groupe 3,
 - 3.30 Mise en œuvre d'enrobés bitumineux à chaud ou à froid,
 - 3.4 Exécution de couches de roulement en enduits superficiels,
 - 3.5 Fabrication et mise en œuvre d'asphalte coulé pour exécution de couches de roulement de chaussées et dépendances,
- les certificats de capacité établis au nom de l'entreprise pour des travaux de mise en œuvre de béton bitumineux, d'enduits superficiels et d'asphalte au niveau des couches de roulement de chaussées et dépendances.

La disposition précédente ne fait pas obstacle à la désignation d'exécutants en possession de qualifications professionnelles et techniques équivalentes, notamment pour les entreprises établies dans un état membre de l'Union Européenne.

Afin d'assister les intervenants dans le choix des entreprises dont les qualifications professionnelles et techniques permettent de répondre aux prescriptions prévues par le présent règlement et notamment, par le chapitre 9, le service gestionnaire de la voirie se propose, à titre d'information, de tenir à jour une liste, non exhaustive, d'entreprises qualifiées pour l'exécution de ces travaux.

Chapitre 6 : Modalités de mise en œuvre de l'intervention de la Ville en lieu et place de l'intervenant

Article 27 : Principes

La Ville de Nemours effectue elle-même les travaux de réfection des voies communales dans les cas et selon les modalités décrites ci-après :

- En vertu de l'article R.141-16 du Code de la Voirie Routière, le Maire peut faire exécuter d'office aux frais de l'intervenant les travaux,
- Lorsque l'intervenant et la Ville en sont d'accord conformément à l'article R.141-17, les travaux de réfection provisoire ou définitive sont réalisés par la Ville.

L'intervention d'office a lieu :

- lorsque les travaux de réfection ne sont pas exécutés dans les délais prescrits,
- lorsqu'ils ne sont pas conformes aux prescriptions édictées par le service gestionnaire de voirie, ou avec des malfaçons évidentes.

Le service gestionnaire de la voirie mettra donc en demeure l'intervenant de procéder à la reprise des travaux mal exécutés. Celle mise en demeure sera faite au moyen d'un courrier

en recommandé avec accusé de réception, qui fera mention notamment d'un délai raisonnable d'intervention (un mois maximum à compter de la réception du courrier, ce délai pouvant être écourté en cas de danger pour les usagers). Au cas où le courrier resterait sans effet au terme du délai, les travaux nécessaires de reprises seront réalisés d'office par la Ville de Nemours, sans autre rappel.

Article 28 : Conditions de paiement des frais engagés

Dans les cas d'intervention par la Ville, le prix des travaux réalisés par la Ville est payé conformément à l'article R.141-18 du Code de la Voirie Routière par l'intervenant. Les sommes réclamées à l'intervenant comprennent le prix des travaux majoré des frais généraux et des frais de contrôle dans les limites décrites ci-dessous.

En application de l'article R.141-19, le montant des travaux réclamé à l'intervenant est fixé d'un commun accord avec l'intervenant après établissement d'un constat contradictoire des quantités de travaux à exécuter. Les marchés de travaux passés par les services concernés serviront de base tarifaire pour le calcul des sommes dues. A défaut d'accord amiable, le Conseil Municipal fixera lui-même les sommes dues.

Dans le cas de prestations réalisées ne figurant pas au bordereau de ces marchés, il sera tenu compte des frais réellement engagés par les services municipaux.

Dans les cas d'intervention d'office, les sommes dues sont fixées, en accord avec le Conseil Municipal, à partir des marchés de travaux passés par les services concernés, sans que l'accord de l'intervenant soit recherché.

Conformément à l'article R.141-21 du Code de la Voirie Routière et à la délibération du Conseil Municipal prise en application de ces dispositions, les frais d'intervention d'office seront majorés, pour frais généraux et de contrôle de :

- 20 % des travaux, hors taxes, pour la tranche comprise entre 0,15 Euro et 2 286,74 Euros,
- 15 % des travaux, hors taxes, pour la tranche comprise entre 2 286,75 Euros et 7 622,45 Euros,
- 10 % des travaux, hors taxes, pour la tranche supérieure à 7 622,46 Euros.

L'intervenant est tenu de rembourser à la Ville tous les frais occasionnés par son intervention, y compris les mesures d'exploitation (signalisation et balisage particuliers...) en raison du non respect par celui-ci du présent règlement.

Article 29 : Recouvrement des sommes

Les sommes dues par l'intervenant seront recouvrées en réglant l'avis de paiement émis par le Trésorier Principal.

Chapitre 7 : Environnement des travaux

Article 30 : Etat des lieux préalable

Préalablement à toute ouverture de chantier, un état des lieux devra se faire à l'initiative de l'intervenant. Il visera notamment l'emprise du chantier et les abords : sols, revêtements, mobiliers urbains, plantations, signalisation horizontale et verticale, ouvrages, etc...

A défaut de constat contradictoire d'état des lieux ou de constat d'huissier, ceux-ci seront réputés en bon état et aucune contestation ne sera admise par la suite, sauf si la Ville n'a pas donné suite dans un délai de quinze jours à la demande de constat contradictoire qui lui a été présentée par l'intervenant.

Article 31 : Information du public – Panneaux de chantiers

L'organisation de chantier devra être conforme à l'arrêté de circulation délivré par le Maire. L'intervenant veillera notamment à informer les usagers de la voirie par des panneaux d'informations indiquant notamment, la nature, le but, les dates de début et d'achèvement des travaux ainsi que les noms et raison sociale, adresse et téléphone du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, et des exécutants.

Ces panneaux sont disposés convenablement, en nombre suffisant à proximité des chantiers et d'un modèle réglementaire. Ils sont constamment maintenus en place pendant toute la durée des travaux.

Article 32 : Information spécifique des riverains

Les riverains des chantiers programmables doivent être destinataires d'une information spécifique des travaux projetés, par lettre individualisée préalable. Cette information est réalisée et diffusée par l'intervenant après validation par le service gestionnaire de la voirie. A défaut d'une information individuelle, l'intervenant devra prévoir une information collective par voie d'affichage en différents points du chantier (au minimum quatre panneaux d'information).

Article 33 : Signalisation – Sécurité

L'intervenant doit se conformer à la réglementation en vigueur en vue d'assurer, ou de faire assurer, la signalisation et la sécurité suffisantes du chantier et se soumettre aux demandes spécifiques réglementaires du service voirie circulation.

En particulier, il met en place, ou donne instruction à ses sous-traitants pour mettre en place 48 heures préalablement à l'ouverture des chantiers, une signalisation de position suffisante et efficace tenant compte des normes. Les dispositifs utilisés ne doivent en aucun cas masquer la signalisation normale de la voie.

Le responsable de l'exécution des travaux assure la surveillance de la signalisation et se soumet aux prescriptions réglementaires édictées par l'autorité compétente.

Les engins utilisés sur le chantier doivent être conformes aux normes de niveau de bruit en vigueur.

Le Maire, en vertu de ses pouvoirs de police en application de l'article L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, pourra imposer en fonction du site sur lequel les travaux auront lieu des horaires de travaux particuliers.

En outre, conformément à l'article R.48-5 du Code de la Santé Publique, le Maire et les agents agréés, et assermentés par le Procureur, peuvent à tout moment faire des vérifications des matériels utilisés à l'occasion des autorisations d'ouverture des chantiers. Ils peuvent alors constater les infractions.

La circulation des piétons et des véhicules ne peut en aucun cas être interrompue. Toutes les dispositions nécessaires à cet effet, demandées par l'autorité compétente, doivent être respectées.

Il en est de même pour le stationnement.

Si la voie doit être fermée à la circulation, l'intervenant devra prévoir l'installation des panneaux de déviation de circulation, conformément aux indications du service signalisation de la ville. Le barrage sera installé de façon à pouvoir être facilement et rapidement déplacé en cas d'intervention urgente des pompiers ou de la police dans cette voie.

Si les piétons sont dans l'obligation d'emprunter la chaussée, un cheminement piétons doit être assuré et les mesures de sécurité, qui s'imposent, doivent être prises. Le cheminement sera balisé par des barrières jointives et fera au minimum 0,90 mètre.

L'intervenant doit immédiatement informer le service gestionnaire de la voirie en cas d'interruption de chantier et il doit prendre toute mesure de réduction des emprises et limiter toutes nuisances aux riverains. Le service gestionnaire de la voirie est tenu informé de la réouverture du chantier.

Article 34 : Clôture des chantiers

Quelle que soit leur durée, les chantiers sont isolés en permanence des espaces réservés à la circulation des personnes et des véhicules.

Cette disposition s'applique également aux installations annexes : abris, bungalows, etc..., dépôts de matériel et produits divers accompagnant l'exécution des chantiers.

Les palissades de chantier seront constituées d'éléments jointifs, présentant un relief dissuadant la pose d'affiches. Elles ne devront pas être scellées au sol sauf prescriptions particulières du service gestionnaire de la voirie. Leur mobilité ne peut être admise que dans les zones d'entrée et sortie du personnel et des engins et / ou dans les zones où la fixité de la clôture s'oppose à l'exécution des travaux.

Pour les chantiers mobiles, ce seront des barrières métalliques jointives de couleur rouge et blanc rétro réfléchissante constituées de trois barreaux horizontaux et dont la hauteur minimale est de 1,20 m.

L'usage d'un simple ruban multicolore est strictement interdit.

Article 35 : Propreté des chantiers

L'ensemble des installations de chantiers doit présenter une esthétique et un aspect général soignés, accompagné de la meilleure intégration possible dans le site. Les installations destinées au personnel doivent en outre offrir toutes les qualités requises au plan de l'hygiène, du confort et des commodités.

L'intervenant veille à tenir la voie en état de propreté permanent aux abords de son chantier et notamment les endroits salis par le passage des engins et véhicules de toutes natures. En outre ces derniers, ainsi que le matériel utilisé, doivent constamment présenter un bon aspect et être l'objet d'une maintenance continue.

L'intervenant veillera également :

- à la bonne tenue du personnel employé,
- aux bons écoulements des eaux pluviales.

Il est interdit de préparer des matériaux salissants sur la voie publique, sans avoir pris des dispositions de protection des revêtements.

Lors des terrassements et transports, les chutes de terre ou autres matériaux devront être balayés et les chaussées lavées si nécessaire.

Toutes les surfaces tachées du fait des travaux devront être reprises dans le cadre des réfections.

Article 36 : Ouvrages des autres gestionnaires de réseaux

Les accessoires nécessaires au fonctionnement des ouvrages de distribution, tels que bouches à clefs, siphons, chambres de tirage, bouches d'incendie, regards ... doivent rester visibles et visitables pendant toute la durée de l'occupation des lieux.

Il est interdit d'abandonner dans les fouilles des corps métalliques, chutes de tuyaux, morceaux de bouches à clef, ... afin de ne pas perturber la détection magnétique ultérieure qui pourrait éventuellement s'avérer nécessaire.

Les aqueducs, canalisations et ouvrage quelconque sont, en cas de détérioration, rétablis avec soin et sans délai, par ou aux frais de l'intervenant, en suppléant éventuellement par du matériel neuf, et de bonne qualité à la défaillance du matériel démonté. Aucune modification ne pourra être apportée aux ouvrages existants, sans l'accord préalable des gestionnaires ou propriétaires concernés.

Chapitre 8 : Exécution des travaux

Article 37 : Travaux préparatoires

Au démarrage des travaux, les bords de la zone d'intervention sont préalablement entaillés par tout moyen permettant d'éviter la détérioration de la structure et du revêtement en dehors de l'emprise de la fouille et permettant d'obtenir une découpe franche et rectiligne notamment dans le cas de revêtements non modulaires.

Pour les matériaux modulaires, il sera procédé à un démontage soigné des matériaux et à leur stockage sous la responsabilité de l'intervenant.

Dans les zones où les matériaux ne sont pas d'un usage courant, l'intervenant devra prendre les dispositions lui assurant au besoin, la fourniture en quantité suffisante, des matériaux susceptibles d'être détériorés au démontage. Le service gestionnaire de la voirie pourra lui demander la preuve que cette disposition est mise en œuvre avant d'autoriser le démarrage des travaux.

Article 38 : Protection du mobilier

Le mobilier urbain, implanté dans la zone d'intervention, sera démonté, entreposé et remonté avec soin ou protégé physiquement de toute dégradation par l'exécutant et sous sa responsabilité.

Tout élément détérioré du fait des travaux devra être remplacé par l'intervenant, à ses frais.

Article 39 : Matériels utilisés

Les matériels utilisés pour la réalisation des travaux devront être adaptés à l'environnement urbain.

En particulier les compresseurs devront être insonorisés.

L'utilisation d'engins, dont les chenilles ou les béquilles de stabilisation, ne seraient pas équipées spécialement pour n'apporter aucun dommage aux chaussées, est absolument interdite.

Article 40 : Ouverture de fouilles, dimensions

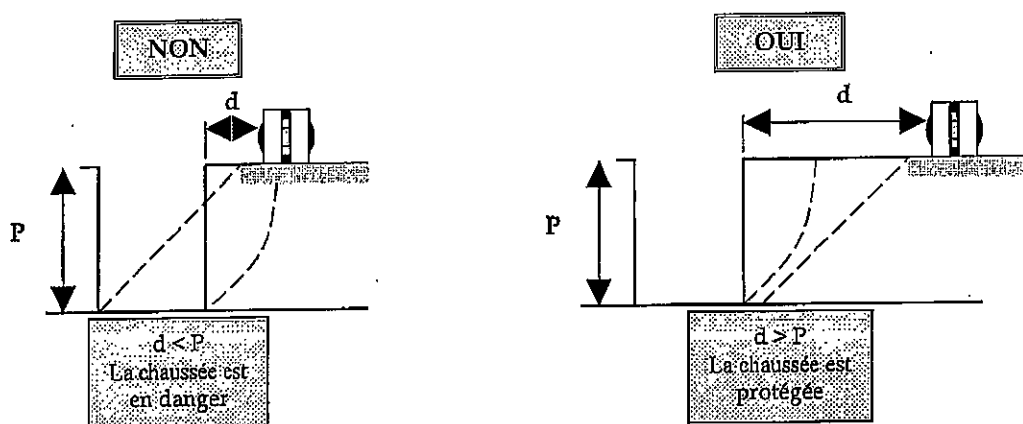
Dans la mesure où cela est compatible avec la conduite du chantier, et en particulier avec les impératifs d'essais des réseaux, les tranchées longitudinales ne sont ouvertes qu'au fur et à mesure de la pose des conduites.

La durée d'ouverture d'une fouille doit être aussi courte que possible. Sans raison technique justifiée, la fouille ne doit pas rester ouverte plus de 5 jours.

Lorsque la disposition des lieux, l'encombrement du sous-sol et la nature des terrains le permettent, le fonçage horizontal pour la traversée des chaussées peut être demandé ou exigé au titre de la sécurité uniquement.

Dans le cas d'une tranchée transversale, il conviendra, dans la mesure du possible, de ne pas réaliser une tranchée perpendiculaire au trafic afin de répartir les forces exercées sur le remblai lors des passages de véhicules et limiter les bruits de roulements.

Dans le cas des **tranchées longitudinales**, il faudra veiller à éloigner le passage des roues d'une certaine distance par rapport au bord de la tranchée, afin de réduire la sollicitation sur la partie du sous-sol qui a été bouleversée par l'ouverture de la tranchée.



Les tranchées sont creusées verticalement, leur profondeur, outre les contraintes d'implantation liées aux raccordements des réseaux sur l'existant et aux croisements de canalisations, doit respecter les conditions de couverture inscrites dans les normes et règlements en vigueur.

Il est interdit de creuser le sol en forme de galerie souterraine, à l'exception des techniques de fonçage, tunnelier, forage.

Le travail en sous-œuvre, au droit des bordures et caniveaux, est également interdit.

Article 41 : Couverture des ouvrages

Sauf dispositions particulières, la couverture minimale sous chaussée et accotements sera de 0,80 m. Elle sera de 0,60 m sous trottoirs.

En cas d'impossibilité de respecter ces valeurs, notamment en cas de terrassement dans le rocher ou d'encombrement du sous-sol, ou en cas de tranchée étroite :

- la couverture doit être au moins égale à l'épaisseur de la structure de la chaussée à remettre en place, majorée de 0,10 m. Elle doit également permettre la mise en place du dispositif avertisseur,
- les dispositions techniques spéciales peuvent être prescrites par le service gestionnaire de la voirie.

Article 42 : Déblais

Les déblais issus des tranchées et ouvertures seront évacués au fur et à mesure de leur extraction sans stockage sur la voirie.

Les matériaux récupérables seront nettoyés, triés et stockés, par l'intervenant qui en conserve la garde et la responsabilité jusqu'à leur destination finale.

Tous les matériaux manquants ou dégradés du fait de l'intervenant seront remplacés par lui-même, ou par défaut par le service gestionnaire de la voirie selon les modalités de l'intervention d'office.

Article 43 : Protection des fouilles

Il est rappelé que la Ville de Nemours porte une attention particulière sur la qualité des travaux accomplis sur son domaine public routier.

La Ville de Nemours se réserve à cet effet la possibilité d'exercer sur les chantiers tous les contrôles qui lui semblent nécessaires pour s'assurer de la qualité du travail réalisé. Il est renvoyé à cet effet au chapitre 5 du présent règlement.

Les fouilles et ouvertures doivent être talutées, étayées dans des conditions qui garantissent la sécurité du personnel qui devra intervenir ultérieurement.

Au besoin, le choix du matériel de blindage résultera d'une étude particulière prenant en compte, la nature des terrains, la présence de nappe phréatique, les surcharges de toutes natures, les risques inhérents à une éventuelle décompression des terrains. Les blindages sont retirés au fur et à mesure du remblayage, les vides laissés après le retrait des blindages sont soigneusement comblés.

Dans le cas où les blindages devraient être abandonnés en fouilles, avec accord préalable du service gestionnaire de la voirie, ceux-ci seront recépés à un niveau inférieur à celui de la couche de fondation de la chaussée.

Une banquette de 0,40 m minimum est aménagée en surface le long de la fouille pour assurer la circulation du personnel et éviter la chute de matériaux dans la tranchée.

En cas d'affouillement latéral accidentel, une nouvelle découpe du revêtement et une reprise des terrassements à bord vertical seront réalisées afin de faciliter le compactage des matériaux de remblai.

En présence d'eau dans les fouilles, les tranchées seront réalisées avec assèchement de la fouille.

Une étude particulière doit être menée pour déterminer le mode et les matériels de pompage et de blindage à employer ainsi que les méthodes à mettre en œuvre pour prendre en compte les perturbations éventuelles des caractéristiques géotechniques du sol.

Le fond de fouille est dressé suivant le profil du projet selon les contraintes propres au réseau à implanter, de façon à assurer une portance suffisante pour la mise en place des réseaux et des remblais et pour la circulation du personnel et des matériels de chantier.

Article 44 : Découvertes archéologiques

L'intervenant devra respecter les dispositions relatives aux fouilles archéologiques et la découverte d'objets de guerre, d'objets d'art, de valeur ou d'antiquité trouvés lors des fouilles.

Ces objets seront immédiatement déclarés à l'administration gestionnaire du domaine, à charge pour cette dernière d'informer les autorités compétentes conformément aux textes en vigueur.

Article 45 : Remblais et corps de voirie (annexes 10 et 11)

Les matériaux extraits des tranchées peuvent être réutilisés en remblai, s'ils ont fait l'objet d'un traitement et d'une étude préalable les rendant effectivement compactables et permettant d'obtenir l'objectif de densification retenu.

Le remblayage doit garantir la stabilité du réseau enterré et celle des terrains adjacents non excavés et permettre ainsi la réfection de la surface sans délai.

Le remblayage s'effectue au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Le remblai est mis en place par couches successives, régulières, et compactées à l'aide d'engins mécaniques appropriés.

Les matériaux utilisés devront être déclarés dans la demande d'accord technique préalable, ou soumis avant toute utilisation en cours de chantier à l'agrément du service gestionnaire de la voirie.

Leur mise en œuvre sera conforme aux dispositions techniques en vigueur.

Les résultats de contrôles d'épaisseur et de compactage devront être transmis au service gestionnaire de la voirie avant la réalisation des réfections. Tout défaut de mise en œuvre nécessitera une reprise de la zone concernée par l'intervenant, avec possibilité d'intervention d'office.

En aucun cas les matériaux suivants ne sont réutilisés en remblais :

- les matériaux susceptibles de provoquer des tassements ultérieurs tels que tourbe, vase, silts, argiles ou ordures ménagères non incinérées,
- les matériaux combustibles,
- les matériaux contenant des composants ou substances susceptibles d'être dissous ou lessivés ou d'endommager les réseaux ou d'altérer la qualité des ressources en eau,
- les matériaux évolutifs,
- les sols gelés.

a) Fouille sous voie

Sous chaussée et parking, on devra obtenir :

- La qualité de compactage q2 dans l'épaisseur de la fondation de la chaussée existantes,
- La qualité de compactage q3 pour les 0,60 mètres sous-jacents (remblai supérieur de la fouille),
- La qualité de compactage q4 pour les couches inférieures éventuelles en fonction de la chaussée existante (remblai inférieur de la fouille).

Sous trottoir, on devra obtenir la qualité de compactage q3 sur les 20 centimètres supérieurs et la qualité de compactage q4 pour les couches inférieures.

Le remblayage, à partir de la génératrice supérieure de la canalisation, cette dernière ayant été calée par l'exécutant et enrobée de sable sur 20 cm, sera obligatoirement constitué de matériaux d'apport tels que le concassé de carrière 0/31,5 et non de matériaux de récupération.

Sont exclus pour la qualité de compactage q3 les sols de classe A1, A2, A3, A4, B2, B4, B5, B6, R3, R5, F1, F2, F4, F5 et F9.

Sont exclus pour la qualité de compactage q4 les sols de classe A3, A4, R3, R5, F1, F5 et F9.

b) Fouille sous espaces verts

Sous les gazons, les bons matériaux provenant des fouilles sont réutilisés jusqu'à la côte de moins de 30 cm (trente centimètres). Le complément se fait à l'aide de terre végétale en accord avec le service des Espaces Verts sur la qualité de celle-ci.

Chapitre 9 : Réfections des revêtements

Article 46 : Principe des réfections

La permission de voirie et l'accord technique préalable fixent les modalités de réfection :

- réfection provisoire, puis réfection définitive,
- réfection définitive immédiate.

Le choix appartient au service de la voirie en fonction de différents critères (gêne procurée aux riverains, aux Transports Urbains, considérations techniques, etc...).

Sauf en cas d'intervention d'office en vertu de l'article R.141-16 du Code de la Voirie Routière, la réfection définitive est réalisée par l'intervenant conformément à l'article R.141-13 et R.141-17.

La réfection définitive immédiate s'applique sur les revêtements autres que bitumineux (béton, dalles, pavés, etc...).

Afin d'atteindre les objectifs de qualité, les exécutants devront disposer de qualifications professionnelles et techniques reconnues conformément à l'article 26 du présent règlement.

En cas d'urgence, et en application de l'article L.141-11 du Code de la Voirie Routière, le Maire pourra faire exécuter d'office, sans mise en demeure préalable et aux frais de l'occupant, les travaux qu'il juge nécessaires au maintien de la sécurité routière sur les voies dont la police de la circulation est de sa compétence.

Par ailleurs, dans un délai d'un mois à partir de la date de l'avis de fin de travaux prévu à l'article 14 du présent règlement de voirie, le service gestionnaire de la voirie établira contradictoirement avec l'intervenant un constat pour déterminer les travaux de réfection définitive de la tranchée.

Afin de respecter les objectifs de coordination des travaux sur le domaine public, le service gestionnaire de la voirie fixera en collaboration avec l'exécutant, les dates d'intervention pour les réfections définitives.

Le périmètre de la réfection définitive correspond à l'ouverture de la fouille (périmètre circonscrit) majoré de 10 cm. Il intègre également :

- les dégradations éventuelles intervenues au cours du chantier (affaissements et fissures à la marge de la réfection provisoire (périmètre des dégradations),
- tout redan de moins de un mètre,
- les délaissés de largeur moins de 30 cm entre le bord de la fouille et les bordures, façades ou joints de tranchées antérieures aux travaux, ainsi qu'à la rencontre des ouvrages de surface tels que : regards de visite, bouche d'égout, bouche à clé, ouvrages EDF/GDF, etc... .

Dans le cas de revêtement en très bon état ou de moins de trois ans, la réfection définitive pourra porter sur la totalité de la chaussée ou du trottoir, lorsque les travaux intéressent les deux tiers ou plus de la largeur revêtue, et ceci sur la longueur des travaux réalisés.

Article 47 : Règles des réfections définitives

1 – Principe

Le revêtement de réfection doit former une surface plane régulière, et se raccorder sans discontinuité au revêtement en place. Aucune modification ne peut être apportée aux ouvrages existants, sans accord préalable du gestionnaire de la voirie.

Sauf stipulation contraire de l'accord technique, les réfections seront réalisées selon les règles suivantes :

- une découpe complémentaire de 10 cm maximum au-delà de la limite extérieure des dégradations,
- toutes les surfaces ayant subi des dégradations du fait des travaux seront incluses dans la réfection définitive (notion de périmètre des dégradations), de façon à n'obtenir que des lignes droites ou brisées composant des figures géométriques simples (rectangles, carrés, triangles, ...) à l'exclusion de toutes courbes ou portions de courbes,
- réfection des parties de voirie qui seraient détériorées aux abords immédiats du chantier durant l'exécution des travaux,
- réalisation d'un joint d'étanchéité à l'aide d'émulsion de bitume et de sable fin de carrière entre la réfection définitive et la tranchée et le revêtement initial.

2 – Prescriptions spécifiques

a) Passages bateaux

Le béton sera découpé par tout moyen adapté à la découpe sans frange à une distance de 10 cm (dix centimètres) en arrière du bord de la fouille ou des dégradations.

b) Mobiliers urbains

En cas d'ouverture de tranchée à proximité de mobiliers urbains (armoires, bornes, barrières de protection, poteaux de signalisation, boucles de détection de feux, etc...), ceux-ci devront être protégés efficacement aux frais de l'intervenant.

S'il y a nécessité de dépose ou risques particuliers, l'intervenant devra en informer l'administration municipale et éventuellement le propriétaire. En cas de perte ou de détérioration, les frais de remise en état seront à la charge de l'intervenant.

Il est précisé que les frais de dépose, repose, remplacement ou réparation y compris les boucles de détection des feux tricolores éventuelles sont à la charge de l'intervenant dans les conditions du présent chapitre.

3 – Rues de moins de trois ans d'âge

Toute intervention sur ces voies est interdite pour les travaux programmables.

Les travaux non programmables et les travaux urgents pourront être autorisés au cas par cas.

Article 48 : Réfection provisoire suivie ultérieurement d'une réfection définitive

1 – La réfection provisoire

Les réfections provisoires des revêtements **seront réalisées en béton bitumineux à froid ou en enduit superficiel bitumineux.**

Celles-ci devront former une surface plane, régulière, et se raccorder sans dénivellation au domaine adjacent.

Elles devront supporter le trafic des voies concernées.

Les signalisations horizontales et verticales devront être rétablies dans les plus brefs délais.

L'intervenant sera responsable de l'entretien de ses réfections, dans l'attente des réfections définitives.

Il devra intervenir immédiatement dès leur connaissance, pour tout problème de tassements, nids de poule, ou déformations pouvant être cause de danger ou d'insécurité pour les usagers et riverains des voies concernées.

2 – La réfection définitive

Elle consiste à remettre la zone des travaux en parfait état. Son exécution doit obligatoirement être précédée d'un constat préalable par le service gestionnaire de la voirie, de la qualité de la réfection provisoire.

Les réfections définitives de la voirie et les structures mises en place seront effectuées conformément aux règles de l'art, au maximum un an après la réfection provisoire. **Ces réfections seront réalisées à l'identique de l'existant.**

Lorsqu'il sera constaté contradictoirement que le remblayage ne satisfait pas aux prescriptions proposées par le présent règlement, il sera repris, aux frais de l'intervenant, dans le cadre de la remise en état définitive. Ces travaux seront, dans ce cas, réalisés, soit à nouveau par l'intervenant, soit par une entreprise tierce désignée par le gestionnaire de la voirie (cf. chapitre 6).

Dans certaines circonstances, suite aux travaux de fouilles, le service gestionnaire de la voirie peut se réserver le droit d'effectuer, à ses propres frais, soit un réaménagement complet de la zone touchée, soit des travaux d'entretien aux abords immédiats. Dans ce cas,

une participation financière, limitée au montant de la réfection définitive de la fouille, sera demandée à l'intervenant, conformément au chapitre 6 du présent règlement.

Article 49 : Réfection définitive immédiate

Elle consiste à remettre en parfait état la zone des travaux par l'intervenant, dès achèvement du remblai et avant tout rétablissement de la circulation, en fonction du choix du service gestionnaire de la voirie. Son exécution doit être précédée de la remise au service gestionnaire de la voirie par l'intervenant, de tout document attestant de la qualité de ces remblayages (contrôle pénétrométrique ...).

Les réfections définitives et les structures mises en place seront réalisées conformément aux règles de l'art. **Ces réfections seront réalisées à l'identique de l'existant.**

Tous les équipements de la voie doivent être rétablis à la charge de l'intervenant, à la fin des travaux conformément aux règles de l'art.

Article 50 : Signalisation horizontale et verticale

Après la pose du revêtement définitif, la signalisation horizontale définitive devra être remise en place. Elle s'étend à toutes les parties disparues ou détériorées afin de permettre un bon raccordement.

Il en sera de même pour tout élément de signalisation verticale ou de jalonnement ayant été démonté ou détérioré dans le cadre des travaux.

Chapitre 10 : Dispositions relatives à la protection des arbres et plantations

Article 51 : Prescriptions générales

L'intervenant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas porter atteinte aux arbres et plantations situés sur le domaine public.

En toute circonstance, les plantations d'alignement devront être protégées du choc des outils ou des engins mécaniques, par une barrière ou un corset en planches jointives écartées du tronc et non solidaires de celui-ci, monté jusqu'à 2 m de hauteur au moins, avec protection de la base du tronc.

Il est interdit de planter des clous et des broches dans les arbres ou de les utiliser pour amarrer ou haubaner des objets quelconques et d'exécuter des fouilles à moins de 2 m du tronc. De même, aucun arbre ne sera planté à moins de 1,50 m de réseaux enterrés.

Article 52 : Exécution des fouilles

Les opérations de terrassement se feront avec les plus grandes précautions. Une intervention à la mini pelle, voire manuelle, s'impose à l'approche des réseaux et des grosses racines qu'il faut conserver et protéger.

Les racines rencontrées seront coupées ou recoupées proprement. Les cicatrisants sont inutiles sur les plaies racinaires. Il est interdit de procéder à la coupe de racines d'un diamètre supérieur à 5 cm. En cas de coupure accidentelle de racines de diamètre supérieur à 5 cm, le service des Espaces Verts doit être averti.

Les travaux seront réalisés le plus rapidement possible. Si une fouille doit rester ouverte plusieurs jours, prévoir une protection des racines par de la paille ou un film plastique.

Les tranchées seront rebouchées avec de la terre végétale ou du sable à l'aplomb de la couronne. Ne jamais employer de grave calcaire.

Éviter la circulation des engins sous les arbres.

Prévenir le service des Espaces Verts pour la surveillance des chantiers lorsqu'il y a des arbres à proximité.

Article 53 : Circulation des engins

La protection des troncs est obligatoire si des engins doivent intervenir à proximité ; elle se fera par la mise en place de planches autour du tronc ou mieux par la pose d'une palissade créant un réel périmètre de protection.

En cas de travail sur un sol nu, les stabilisateurs des pelles mécaniques reposeront sur un madrier ou sur des plaques en bois ou en métal, de façon à répartir la charge des engins de chantier.

Une taille de sécurité pourra être réalisée sous le contrôle du service des Espaces Verts. Elle vise à éliminer les branches risquant de gêner le passage des engins.

En cas de chantier lourd sur un sol naturel, il sera nécessaire de décompacter le sol sous les arbres, après le chantier : injection d'air, d'eau et de fertilisant.

Article 54 : Remblai

Le remblayage entraîne l'asphyxie des racines, pouvant aller jusqu'à la mort de l'arbre. Le remblayage ne pourra donc dépasser 10 cm d'épaisseur et le matériau choisi devra obligatoirement être très perméable et non nocif.

De même, il est interdit de déblayer la terre sous la couronne d'un arbre.

Article 55 : Dépôt de matériaux

Durant la durée des travaux, aucun dépôt ou stockage de matériaux ne devra être réalisé au pied des plantations et arbres.

Article 56 : Nettoyage

A la fin des travaux, et en cas de nécessité, les plantations et arbres seront aspergés d'eau pour faire disparaître les poussières déposées sur les feuilles.

Cette opération sera renouvelée, chaque semaine en cas de besoin, pour les chantiers de longue durée.

Chapitre 11 : Dispositions sur les réseaux

Article 57 : Nature des ouvrages

Les réseaux comprennent de manière indissociable :

1 – Les conduites principales

Il peut être installé, dans l'emprise des voies publiques ou privées et de leurs dépendances, des conduites et canalisations protégées réglementairement contre les agressions extérieures et la corrosion, en fonte ductile, en acier, en cuivre, en polyéthylène ou en toute autre matière reconnue propre à cet usage et selon les instructions techniques en vigueur agréées par les autorités compétentes.

2 – Les branchements et dispositifs de protection

Les branchements de distribution, depuis la conduite principale jusqu'aux dispositifs de coupure desservant les clients, doivent être établis avec des matériaux adéquats tels que fonte, acier, polyéthylène, etc... conformément aux règles en vigueur. Des dispositifs de protection (raccords isolants, matériaux isolants, etc ...) sont prévus en cas de besoin pour préserver la canalisation contre la corrosion électrolytique (courants vagabonds, effet de pile, etc...), lorsque la nature des matériaux le nécessite.

3 – Les émergences

L'implantation, la nature et la qualité des regards, tampons, chambres de tirage, compteurs et autres ouvrages nécessaires au réseau sont soumis à accord technique préalable. Ils doivent porter mention de l'identité du gestionnaire d'ouvrage enterré auquel ils appartiennent.

L'implantation des ouvrages tels qu'armoires, sous-répartiteurs, devra également faire l'objet d'une demande d'accord technique préalable.

Article 58 : Règles d'implantation

L'implantation du tracé des réseaux et ouvrages constituant celui-ci est réalisé notamment en fonction des éléments suivants :

- les dispositions du présent règlement,
- les règles d'urbanisme, d'aménagement et de sécurité,
- l'affectation et le statut des voies,
- les espaces disponibles adjacents (accotements, parkings, contre-allées),
- les prescriptions administratives et réglementaires des gestionnaires de réseaux,
- les prescriptions techniques des réseaux de transport et de distribution,
- l'environnement et les plantations,
- les dispositions relatives à l'accessibilité des personnes handicapées de la voirie ouverte à la circulation publique.

Article 59 : Profondeur des réseaux

La profondeur des réseaux est mesurée à partir de la génératrice supérieure de la canalisation ou de l'ouvrage jusqu'à la surface du sol selon des critères définis ci-après. Les réseaux devront être posés à une profondeur au moins égale à celle stipulée dans les normes en vigueur.

En cas d'impossibilité technique ou d'encombrement manifeste du sous-sol, constaté contradictoirement, les profondeurs seront établies en accord avec le service gestionnaire de la voirie.

En règle générale, les réseaux souterrains sont établis à une profondeur minimale :

- de 0,80 m sous chaussée,
- de 0,60 m sous trottoir, piste cyclable, stationnement en trottoir et parking « véhicules légers ».

Tout câble ou conduite de quelque nature que ce soit doit être muni, conformément aux textes en vigueur, d'un dispositif avertisseur (treillis ou bande plastique) d'une couleur caractéristique pour chaque réseau.

- | | |
|--|--------|
| - Electricité : | Rouge |
| - Gaz : | Jaune |
| - Télécommunications électroniques : | Vert |
| - Eau : | Bleu |
| - Assainissement : | Marron |
| - Equipements routiers dynamiques
(signalisation, alimentation de feux) : | Blanc |

Cette règle ne s'applique pas pour la mise en place des réseaux utilisant des procédés de mise en œuvre souterrains (tubage, procédé de forage souterrain, fonçage ...). Les grillages avertisseurs seront posés au minimum 20 cm au-dessus de la conduite.

Article 60 : Conduites de réseau et branchements

Les conduites et tous dispositifs relatifs au réseau sont, dans la mesure du possible, placés hors chaussée sous les trottoirs ou les accotements et le plus éloignés possible de la chaussée, sauf avis contraire du gestionnaire de la voie souhaitant réserver ces emprises pour la réalisation d'aménagements futurs.

Elles peuvent également emprunter sous réserve des accords à obtenir, les façades, terrasses, couloirs de circulation dans les caves, sous-sols, parties communes des immeubles ou galeries techniques, conformément à la réglementation en vigueur, lorsque ces lieux présentent les garanties d'accessibilité et de sécurité requises.

Les conduites parallèles à l'axe de circulation des voies ne peuvent être placées sous les bordures de trottoirs ou les caniveaux, sauf empêchement technique majeur.

La pose à l'intérieur des ouvrages d'assainissement pourra être autorisée avec l'accord du gestionnaire du réseau.

Dans les voies de largeur importante ou à la demande de l'autorité compétente, et lorsque la nécessité s'en fait sentir, afin d'éviter les traversées de chaussées intempestives, il sera posé une deuxième conduite pour les réseaux de distribution.

Dans les voies piétonnes, aux fins de sécurité, la totalité des organes de coupure devra être accessible en permanence.

D'une manière générale, toute intervention d'urgence doit demeurer possible sur l'ensemble des réseaux de distribution.

Article 61 : Infrastructures comprenant des réseaux

Les réseaux peuvent être compris dans des infrastructures telles que galeries techniques, caniveaux ou simplement fourreaux.

L'occupation de ces infrastructures sera soumise à accord technique préalable des services qui en assurent la gestion.

Article 62 : Facilité d'exploitation, entretien et maintenance des ouvrages

En complément des contraintes d'implantation, entre réseaux et règles de voisinage, les canalisations longitudinales nécessitant des ouvrages enterrés visitables doivent être implantées de façon à ce que les interventions nécessitées pour quelque cause que ce soit, ne perturbent pas les conditions d'exploitation de la chaussée.

L'organisation de la coordination des réseaux doit également prendre en compte l'accessibilité aux organes de coupure de fluides sous pression.

Il est interdit de couper un réseau existant sans l'accord du gestionnaire et / ou de l'exploitant de ce réseau.

Article 63 : Réseaux hors d'usage

Lorsqu'une canalisation, ou un ouvrage, est mis hors exploitation, son gestionnaire doit en informer le service gestionnaire de la voirie.

Le gestionnaire du réseau pourra :

1° - soit l'utiliser comme fourreau pour recevoir une canalisation de diamètre inférieur,

2° - soit l'abandonner provisoirement en vue d'une utilisation ultérieure comme fourreau. Dans ce cas, la canalisation fera l'objet d'une surveillance particulière de la part du gestionnaire. Si dans un délai d'un an, la canalisation n'a pas été réutilisée, elle sera considérée comme abandonnée définitivement et devra être soumise aux dispositions du § 4° ou du § 5°,

3° - soit en transférer la propriété à la Ville,

4° - soit l'abandonner définitivement dans le sol après accord de la Ville. Dans ce cas, le gestionnaire doit respecter les dispositions techniques en vigueur destinées à supprimer tout risque ultérieur.

A l'occasion du premier chantier dans la zone considérée, ce réseau sera retiré du sous-sol par son gestionnaire, ou en cas de carence, à ses frais. Dans l'attente, le réseau restera sous la responsabilité du gestionnaire du réseau concerné.

5° - soit le déposer à ses frais.

Article 64 : Déplacement et mise à niveau

L'intervenant est tenu d'opérer à ses frais, sur demande préalable du service gestionnaire de la voirie, le déplacement et la mise à niveau de ses installations concernées par des travaux entrepris dans l'intérêt du domaine routier et conformes à la destination de celui-ci.

Cette demande sera établie sous un délai minimum de deux mois avant le démarrage des travaux de voirie et notifiée au gestionnaire d'ouvrage enterré concerné.

Le déplacement et la mise à niveau seront à effectuer à première demande.

Au cas où les travaux ne sont pas réalisés dans l'intérêt du domaine public routier, et en conformité avec sa destination, le gestionnaire de l'ouvrage pourra adresser une demande d'indemnisation.

Chapitre 12 : Infractions, sanctions et responsabilités

Article 65 : Infractions

Toutes personnes, réalisant des travaux ou ouvrages en contravention avec le présent règlement de voirie, feront l'objet de poursuites devant les juridictions compétentes. Les ouvrages réalisés en contravention avec le présent règlement seront repris. Le domaine public sera remis en l'état initial par la Ville de Nemours aux frais du contrevenant, indépendamment des recours et poursuites qui seront intentés par l'administration.

Article 66 : Sanctions

Les infractions à la police de la conservation du domaine public sont constatées dans les conditions prévues par l'article L.116-2 du Code de la Voirie Routière.

Les infractions sont poursuivies, à la demande du Maire, dans les conditions prévues par les articles L.116-3 à L.116-7 du Code de la Voirie Routière. La répression, des infractions constatées, est poursuivie dans les conditions prévues par l'article R.116-2 du Code de la Voirie Routière.

Conformément à l'article L.115-1 du Code de la Voirie, le Maire ordonnera la suspension des travaux qui n'auraient pas fait l'objet des procédures de coordination prescrites par l'arrêté de coordination des travaux.

Si l'exécutant porte atteinte à l'intégrité de la voie publique ou de ses dépendances ou a aggravé l'atteinte déjà portée, le Maire de la Ville de Nemours peut, en vertu de son pouvoir de police, et si l'intérêt général l'exige, demander la suspension immédiate et temporaire des travaux.

Le service gestionnaire de la voirie prend toutes mesures nécessaires pour contrôler l'application immédiate de la mesure.

Article 67 : Responsabilités

La responsabilité de la Ville de Nemours ne pourra en aucune façon, et pour quelque motif que ce soit, être recherchée au regard des travaux accomplis et exécutés sous la direction de l'intervenant.

L'intervenant assume seul, tant envers la Ville de Nemours qu'envers les tiers et usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudices quels qu'ils soient résultant directement ou indirectement des travaux qu'il a réalisés ou fait réaliser par un mandataire. Il garantit la Ville de toute condamnation qui pourrait être prononcée contre elle de ce chef.

L'intervenant reste responsable de ses travaux pendant un délai d'un an à compter de la réception définitive de ses travaux.

ANNEXES

- Annexe 1 :** Charte de qualité pour les terrasses
- Annexe 2 :** Liste des rues sur lesquelles les horaires pour les travaux peuvent être réglementés
- Annexe 3 :** Demande d'accord technique préalable ou de permission de voirie pour travaux programmables ou non prévisibles
- Annexe 4 :** Déclaration d'intervention pour travaux urgents
- Annexe 5 :** Demande de renseignements
- Annexe 6 :** Déclaration d'intention de commencement de travaux
- Annexe 7 :** Avis d'ouverture de chantier
- Annexe 8 :** Constat d'achèvement provisoire / définitif
- Annexe 9 :** Demande d'arrêté de circulation ou de stationnement temporaire
- Annexe 10 :** La tranchée et son remblayage
- Annexe 11 :** Qualité de compactage

CHARTRE DE QUALITE POUR LES TERRASSES DE NEMOURS

1-1 Enjeux de la charte

L'enjeu de la réalisation d'une charte de qualité pour les terrasses de Nemours concerne le partage de l'espace public, grâce à des aménagements qui le rendent attractif, tout en valorisant la qualité des lieux et les commerces.

La terrasse reflète la qualité des services proposés aux clients et invite à la convivialité.

Elle doit retrouver une identité grâce à des interventions de qualité en cohérence avec le décor de la ville.

Définir des principes d'aménagement et d'embellissement basés sur des références en termes de forme, de matériaux, de couleurs et guidés par la sobriété, la simplicité, la durabilité, est un enjeu de la charte.

Trois formes de terrasses se développent sur la Ville :

Les terrasses simples (tables et chaises)

Les terrasses végétalisées (bacs à fleurs, pots (réf. page 2))

Les terrasses clôturées

Les terrasses contribuent à l'animation commerciale et à l'attractivité des quartiers en créant une ambiance de convivialité et d'échanges.

Une charte pour garantir durablement la qualité et la gestion des terrasses

La charte de qualité des terrasses s'applique aux cafés et restaurants, les commerçants disposeront d'une période s'étalant sur deux saisons estivales pour respecter les prescriptions de la charte, à compter de sa signature. Pour les créations, l'application sera d'effet immédiat.

Cette charte invite les commerçants à élaborer un projet d'aménagement global et concerté, prenant en compte l'environnement architectural et paysager, l'identité et la fonctionnalité d'une terrasse gages de la qualité finale de leur terrasse.

1-2 Qui peut bénéficier d'un droit de terrasse ?

Les bénéficiaires sont les personnes physiques ou morales exploitant des établissements de restauration. Les établissements ne possédant pas d'un Kbis du registre du commerce mentionnant la consommation sur place ne peuvent pas être titulaires d'un droit de terrasse.

Les conditions d'activité pour être bénéficiaire :

Les établissements doivent exercer une partie de leur activité au rez de chaussée, avec un accès et une visibilité directe à la terrasse et donc disposer d'une façade sur le domaine public.

La superficie en salle doit être suffisante pour ranger le matériel de la terrasse. A défaut, une réserve doit être disponible.

Textes réglementaires :

Le code général des collectivités territoriales : article L2212-1 et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire ; article L2213-1 et suivants relatifs à la police de circulation et du stationnement.

Le code général de la propriété des personnes publiques : article L2122-1 à 2122-4, L2125-1, L215-3, L2125-4 relatifs à l'utilisation du domaine public : autorisation précaire et révocable

Le code général des collectivités territoriales : article L2122-24, L2212-1 et suivants relatif au pouvoir de police du maire

Loi du 11 février 2005 et ses décrets d'application : loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation à la citoyenneté des personnes handicapées

Code de la voirie routière : L113-3 : Autorisation pour occupation du domaine public

Code de l'environnement : Enseignes – prévention nuisances

Code de la santé publique : bruit du voisinage

Règlement local relatif à la publicité : arrêté du maire N°95.45.4628 du 6 mars 1995

2-1 **Les préconisations à respecter**

Le code général de la propriété des personnes publiques : article L2122-1 à 2122-4, L2125-1, L215-3, L2125-4 relatifs à l'utilisation du domaine public : autorisation précaire et révocable

a) L'implantation des terrasses

Tous les éléments composant une terrasse et présents sur le domaine public sont soumis à autorisation : mobilier, porte-menu, accessoires, store, parasol...

Ils doivent être décrits et localisés de façon complète et précise dans les dossiers de demande d'autorisation.

Le marquage de la terrasse se fera en présence des commerçants afin d'éviter tout litige par le service de la police municipale.

L'emprise

La longueur

L'accès à l'immeuble doit être préservé. La largeur de l'accès ne doit pas être inférieure à celle de la porte d'entrée de l'immeuble.

La largeur

Dans tous les cas, la continuité des cheminements piétons doit être maintenue.

Eléments de protection, de décoration

Les terrasses peuvent être délimitées par des dispositifs mobiles, non ancrés dans le sol. Ces éléments doivent contribuer à la tranquillité des clients sans occasionner de gêne à la circulation du piéton et aux commerces voisins.

Les écrans

Les écrans sont parfois utiles pour marquer la limite des terrasses, lorsque celles-ci sont juxtaposées ou lorsqu'elles côtoient un environnement nuisible (vent fort, flux routier important).

Ils doivent être posés perpendiculairement aux façades, à l'intérieur des espaces réservés, de hauteur de l'ordre de 100 cm (100 cm étant un maximum).

Les jardinières agrémentent le paysage urbain. Elles peuvent être disposées perpendiculairement aux façades ou être posées de façon ponctuelle dans les limites autorisées de la terrasse. Elles devront être facilement transportables, escamotables et harmonieuses.

Les bacs à fleurs doivent être décoratifs et choisis pour s'harmoniser avec le site. Le bois, la fonte, la céramique de couleur sont préconisés. Les supports doivent être stables pour résister aux forts coups de vent.

Les jardinières ou bacs à fleurs devront être entretenus par le titulaire de l'autorisation et maintenus en bon état de propreté et en bon état de verdissement ou de floraison.

Les plantes ou arbustes doivent s'adapter à la situation (ombre, vent, soleil) pour garantir une bonne croissance de la plante.

La hauteur totale des jardinières et végétaux ne doit pas excéder 1,20m.

b) Éléments constitutifs des terrasses

Le mobilier des terrasses

Code de l'environnement : Enseignes – prévention nuisances

Les messages publicitaires nuisent à la lisibilité des enseignes commerciales. Aucune inscription (hormis celle du nom du café ou du restaurant) ne doit apparaître sur le mobilier.

Les caractéristiques et l'implantation de ce mobilier se feront dans le respect de l'accessibilité et de l'installation des personnes à mobilité réduite.

Tables et chaises

Les tables et chaises doivent être de bonne qualité, en bois, rotin, métal. Un seul modèle de table et de chaise est accepté sur une même terrasse.

Les parasols

Les parasols doivent être sur pied unique, à l'intérieur des terrasses.

Les parasols à double pente peuvent être utilisés dans un espace public vaste à condition que leur emploi diminue le nombre de parasols et améliore la qualité du paysage urbain.

La projection au sol ne doit pas dépasser les limites de la terrasse et être inférieur à 3m.

Toutes les parties de la protection solaire, structure porteuse ou toile, devront être à plus de 1,80m au-dessus du sol.

Il est recommandé d'utiliser des parasols aux formes rectangulaires ou carrées qui permettent une meilleure jonction et recouvrement de surface lorsqu'on les accole.

Porte-menu

Leur nombre est limité à deux (un seul sur pied, un seul en façade) par terrasse. Il est recommandé de les intégrer à la composition de la devanture. Celui sur pied sera disposé à l'intérieur du périmètre autorisé. Il sera de style sobre, stable sans dépasser 60cm en largeur et 140cm en hauteur.

Les couleurs du mobilier des terrasses

Les couleurs du mobilier doivent être choisies dans un souci d'homogénéité avec l'environnement et la devanture de chaque établissement.

Deux couleurs, au maximum, peuvent être utilisées pour le mobilier, par exemple une couleur pour les chaises et tables et une couleur pour les parasols. L'une des deux couleurs peut rappeler celle de la devanture.

Toutefois, l'usage d'une seule couleur est la solution la plus agréable et accueillante pour les promeneurs.

Les couleurs saturées ou trop criardes, ainsi qu'un blanc trop lumineux et souvent très salissant sont à proscrire.

c) Les usages de l'espace public

L'installation de terrasses de cafés et de restaurants est autorisée sous réserve que l'occupation du domaine public ne crée pas de gêne à une circulation sans danger des piétons et notamment que, l'accessibilité aux services de secours et de nettoyage ainsi qu'aux concessionnaires de réseaux soit assurée.

Priorité aux cheminements piétonniers

La continuité des cheminements piétonniers doit être maintenue. Les terrasses ne doivent pas gêner le cheminement piétonnier et obstruer la visibilité et l'accessibilité aux vitrines des commerces voisins et des immeubles.

Accessibilité aux personnes à mobilité réduite

Loi du 11 février 2005 et ses décrets d'application : loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation à la citoyenneté des personnes handicapées

L'aménagement des terrasses doit se faire dans le respect de l'accessibilité et d'installation des personnes à mobilité réduite.

Un passage de 1,40 m de largeur minimum doit être réservé vers les accès aux immeubles.

Les terrasses doivent être aménagées de façon à ce qu'une personne handicapée en fauteuil roulant puisse atteindre sa place et consommer sans quitter son fauteuil roulant, notamment sur les pourtours de l'emprise de la terrasse (prévoir une rampe d'accès).

Accessibilité aux véhicules de services et de secours

Les heures d'ouverture des terrasses doivent être strictement respectées pour laisser la voie publique libre à la fermeture des établissements.

Aucun obstacle ne doit entraver la circulation des véhicules des services de secours qui doivent pouvoir accéder rapidement sur les lieux des incidents ou incendies.

Accessibilité aux services de ramassage des ordures ménagères et de nettoyage

Les services de ramassage des ordures ménagères et les services municipaux chargés de l'entretien et du nettoyage de l'espace public doivent pouvoir effectuer leurs tâches sans entrave :

Les terrasses ne doivent pas empiéter sur les caniveaux

Le mobilier stocké sur l'espace public ne doit gêner en rien les interventions du service de nettoyage, notamment le ramassage des ordures ménagères, et l'écoulement des eaux de lavage.

Accessibilité aux réseaux des divers concessionnaires

Aucun élément lourd ne doit être placé sur les plaques ou portes d'accès aux divers réseaux des concessionnaires. (Erdf, Grdf, S.I.A.E.P., Télécommunications, chauffage urbain...)

Bruits de voisinage**Vu l'Arrêté préfectoral n°00 DDASS SE**

Sur la voie publique et dans les lieux publics ou accessibles au public, sont interdits les bruits portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme par leur intensité, leur durée, leur charge informative ou l'heure à laquelle ils se manifestent.

Sécurité des usagers de la voie publique

Le bénéficiaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique. (respect de la délimitation du périmètre de sa terrasse sur la chaussée et sur les trottoirs)

d) L'entretien des terrasses

Vu l'arrêté du Maire AG 2008-215

Les propriétaires de cafés, de restaurants ou autres commerces occupant le domaine public devront assurer en permanence l'entretien de la surface dont ils ont obtenu l'occupation.

Par temps de neige, les riverains sont également tenus de balayer la neige, de sabler ou de saler la glace pour sécuriser la circulation au droit de leurs bâtiments.

Le nettoyage de l'espace réservé à la terrasse est exclusivement à la charge des commerçants.

Les commerces doivent procéder à un nettoyage quotidien des déchets provenant de leurs activités.

Il est strictement interdit de disperser ces déchets sur la voie publique. Les mégots coincés entre les pavés ou les dalles doivent être ramassés.

Il est important et fortement conseillé de prévoir la mise en place de potelets cendriers aux abords de la terrasse.

Entretien du mobilier

Les éléments doivent présenter de bonnes finitions. Ils doivent être entretenus de façon permanente et remplacés si nécessaire pour ne pas présenter de phénomènes d'usures : mobilier cassé, peinture écaillée, plantation mal entretenue.

3-1 **Informations administratives**

Code de la voirie routière : L113-3 : Autorisation pour occupation du domaine public

La demande d'autorisation individuelle :

Chaque professionnel désirant installer une terrasse sur le domaine public doit faire une demande écrite adressée à Madame Le Maire.

Le dossier de demande d'autorisation doit impérativement comporter :

Le formulaire (à retirer à la direction des services techniques) dûment complété, daté et signé mentionnant les dimensions souhaitées et la description précise de tous les éléments de mobilier de la terrasse (matériaux, couleurs).

Une photo du site concerné qui doit permettre d'appréhender tout l'environnement de la future terrasse,

Un plan côté suffisamment large pour montrer l'insertion de la terrasse dans son environnement.

Attention : Les terrasses fermées à l'année sont soumises à l'autorisation au titre du code de l'urbanisme et doivent obtenir préalablement l'accord de l'architecte des bâtiments de France

La délivrance de l'autorisation

L'autorisation d'occupation du domaine public fait l'objet d'un arrêté municipal. Cette autorisation, non cessible, ne constitue pas un droit. Elle est accordée à titre précaire et révocable.

Tout changement de propriétaire nécessite un renouvellement de la demande d'autorisation

Les droits de place

Les terrasses donnent lieu à paiement des droits de place dont les montants sont fixés annuellement par délibération du Conseil Municipal. Les droits de place sont calculés en fonction de la surface de la terrasse au prorata temporis. En cas de non-paiement de ces droits de place, le débiteur ne peut prétendre au renouvellement de son autorisation.

Les contrôles

Les terrasses installées doivent respecter les termes de l'autorisation délivrée. Le service responsable de l'occupation du domaine public et la police municipale exerceront des contrôles réguliers pour veiller au respect des espaces réservés.

Le non-respect de la réglementation ou de la charte pourra donner lieu à l'établissement d'un procès-verbal avec paiement d'une amende ou au retrait de l'autorisation sans versement d'une quelconque indemnisation.

AUTORISATIONS ANNEXES

Les travaux d'aménagement visant à installer des enseignes ou des stores sur la façade de l'établissement, à modifier la devanture sont soumis à autorisation en vertu du code de l'urbanisme. Une déclaration préalable doit être déposée à la direction du service de l'urbanisme.

Liste des rues sur lesquelles les horaires pour les travaux peuvent être réglementés

A

Rue de l'Ambre
Rue Antheaulme prolongée

Rue Antheaulme

B

Cours Balzac
Rue Barbara
Rue de Beauregard
Allée Berlioz
Rue et place Bezout
Rue Louis Blériot
Rue du Boisseau
Rue Georges Brassens
Rue Jacques Brel

Rue de la Baraude
Rue du Docteur Jean-Louis Barry
Rue Benoist
Rue Berthier
Rue des Blés d'Or
Allée des Bleuets
Rue Louis Braille
Rue de la Bredauche
Rue de la Brunette

C

Rue Albert Camus
Quai du Canal
Impasse des Castors
Champ de Mars
Cours du Château
Rue Haute du Châtelet
Ruelle du Chemin-Neuf
Rue des Cherelles
Rue du Docteur Chopy
Rue Georges Clémenceau
Allée des Coquelicots
Rue du Coteau
Rue de la Croix de Mission
Rue Pierre et Marie Curie

Rue du Canal
Avenue Carnot
Rue Paul Cézanne
Rue Jean Charcot
Allée, rue, place du Châtelet
Rue des Chaudins
Allée des Cherelles
Impasse de Cheroy
5^{ème} Division d'Infanterie US (square de la)
Rue de la Cléry
Rue Magloire Constans
Chemin des Crottes aux Loups
Chemin de la Croix Rouge

D

Avenue Etienne Dailly
Rue Gaston Darley
Avenue du Général de Gaulle
Rue Benjamin Delessert
Rue du 19 mars 1962
Rue des Doyers
Rue Charles Dullin
Place Dupont de Nemours

Chemin des Dames
Rue Léon Daunay
Allée des Demoiselles
Rue Diderot
Rue Edmont Doigneau
Chemin des Doyers
Rue du Docteur Dumée

E

Rue de l'Écluse
Rue Gustave Eiffel

Rue d'Egreville
Rue d'Erceville

F

Rue Léo Ferré
Rue Anatole France
Quai de Fromonville
Allée du Fusain

Rue des Fourneaux
Rue César Franck
Halage de Fromonville

G

Avenue Gambetta
Rue Gautier 1^{er}
Rue Girault
Rue du Grand Clos
Grand Pont
Allée des Grenats
Chemin des Guichettes

Rue de la Gare
Rue Jean Giono
Rue Charles Gonneau
Sentier du Grand Clos
Rue de la Grande Montagne
Rue des Gros Monts
Rue des Guichettes

H

Chemin de Halage
Rue Hédelin
Rue de la Héronnerie
Allée des Horcées

Rue, place des Hauteurs du Loing
Rue Hédelin prolongée
Place Hippolyte Bayard
Quai et place Victor Hugo

J

Rue Joseph Marie Jacquard
Place Jean Jaurès
Rue Paul Jozon

Rue des Jardins
Impasse Joly

K

Avenue John Fitzgerald Kennedy

L

Allée Paul Lardet
Rue du Général Leclerc
Quai du Loing
Rue du Lunain

Allée du Larry
Rue Paul Ledroit
Rue Charles Lorin
Avenue de Lyon

M

Rue Jean Macé
 Rue de la Maladrerie
 Boulevard du Maréchal de Lattre de Tassigny
 Rue Jules Massenet
 Rue Jean Mermoz
 Rue et place Mirabeau
 Rue des Moissons
 Rue de Montargis
 Rue des Montois
 Impasse du Moulin à Tan

Allée Pierre Mahieu
 Square Ernest Marché
 Quai des Mariniers
 Chemin des Mazes
 Rue Miger
 Rue et place des Moines
 Rue Yves Montand
 Rue du Montgagnant
 Avenue Jean Moulin
 Impasse du Moulin

N

Rue Henri Nestlé
 Rue, place Claude Nougaro

Impasse Nitty

O

Rue de l'Orvanne

P

Rue des Palis
 Rue Ambroise Paré
 Rue de Paris
 Square Pasteur
 Rue Gérard Philippe
 Impasse du Picardeau
 Rue des Pliants
 Rue du Pont Rouge
 Rue des Prés

Rue Denis Papin
 Pont de Paris
 Place du Docteur Pasquet
 Rue Perreau
 Rue, place Edith Piaf
 Rue Pablo Picasso
 Route de Poligny
 Rue du Port au Sable
 Rue du Prieuré

R

Rue Rancogne
 Place de la République
 Avenue du Rocher Vert
 Impasse Jean Jacques Rousseau

Rue Auguste Renoir
 Allée des Roches
 Rue Romain Rolland
 Avenue Roux

S

Chemin de la Sablière
 Rue Saint Firmin
 Rue Albert Schweitzer
 Rue Serpente
 Rue du Souvenir

Rue Saint Exupéry
 Rue Sanson
 Rue Sédillez
 Rue Alfred Sisley

T

Quai et rue des Tanneurs
Impasse des Thuyas
Rue des Topazes

Rue Thiers
Rue des Tilleuls
Rue Charles Trenet

V

Rue des Vanniers
Allée du Verger
Allée du Vernisson
Rue François Villon

Boulevard Varienghien
Rue Jules Verne
Rue des Vignerons
Rue Voltaire

Z

Rue Emile Zola

MARIE DE NEMOURS Direction des Services Techniques et de l'Aménagement Autorisations De Voirie 39 Rue du Docteur Chopy 77140 NEMOURS Tél:01.64.78.40.06 Fax:01.64.28.38.69
--

DECLARATION D'INTERVENTION pour travaux urgents IV N°

Intervenant :

Nom :	
Adresse :	
Responsable des Travaux :	
Téléphone :	Télécopie :
Référence de cette demande :	Date de cette demande :

Nature des Travaux :

Type de travaux:	<input type="checkbox"/> aérien,	<input type="checkbox"/> sol,	<input type="checkbox"/> sous-sol,	<input type="checkbox"/> autre(préciser) _____
------------------	----------------------------------	-------------------------------	------------------------------------	--

Localisation des travaux :

Zones concernées:	<input type="checkbox"/> chaussée	<input type="checkbox"/> stationnement sur trottoir	<input type="checkbox"/> accotement	<input type="checkbox"/> trottoirs et pistes cyclables
-------------------	-----------------------------------	---	-------------------------------------	--

Entreprise chargée des travaux de Génie Civil :

Nom :	Responsable :	
Adresse :		
Tél :	Télécopie :	Mail :

Entreprise chargée des travaux de réfection définitive :

Nom :	Responsable :	
Adresse :		
Tél :	Télécopie :	Mail :

Dates prévisionnelles :

Début :	Fin :	Durée (en jours) :
---------	-------	--------------------

Pièces jointes :

plan de situation plan d'exécution des travaux

Date:

Signature et cachet :

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS SUR L'EXISTENCE
ET L'IMPLANTATION D'OUVRAGE SOUTERRAINS, AERIENS
OU SUBAQUATIQUES**
Décret n°91-1147 du 14.10.1991

IMPORTANT : Vous devez envoyer cette demande aux exploitants d'ouvrages. Leur réponse doit vous parvenir dans le délai d'un mois après réception de cette demande.

Vous devez communiquer les renseignements obtenus aux entreprises chargées de l'exécution des travaux

ATTENTION: Cette formalité ne dispense pas l'exécutant des travaux de souscrire une déclaration d'intention de commencement de travaux (sauf cas indiqués au verso) auprès de chaque exploitant d'ouvrage concerné par votre projet.

Destinataire:Référence de
cette demande

date de cette demande

Nom de la personne
à contacter

--	--	--

1 - DEMANDEUR

AUTEUR DU PROJET	Nom et Prénom, ou dénomination: <input type="checkbox"/> Maître d'ouvrage <input type="checkbox"/> Maître d'œuvre	
	Adresse (numéro, rue, lieu-dit, code postal, commune) :	Téléphone:
		Télex :
		Télécopie :

2 - TRAVAUX A REALISER

afin de recevoir des exploitants d'ouvrages toutes les indications utiles,
remplissez cette rubrique avec le maximum de précision.

2-1 EMPLACEMENT	Adresse (numéro, nom de la voie) ou localisation cadastrale (subdivision, numéro de parcelle, section, lieu-dit) :	
	Commune:	Code Postal :
	Je joins un croquis ou un plan donnant l'emplacement précis : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
2-2 NATURE	<input type="checkbox"/> Démolition, construction <input type="checkbox"/> Abattage ou élagage d'arbres <input type="checkbox"/> Fouille <input type="checkbox"/> Canalisation <input type="checkbox"/> Remblayage, terrassement <input type="checkbox"/> Drainage, sous-solage <input type="checkbox"/> Carottage <input type="checkbox"/> Curage de fossés ou de berges <input type="checkbox"/> Autres	
	Description des travaux	Utiliserez-vous les moyens ci-dessous ?
		<input type="checkbox"/> Explosifs <input type="checkbox"/> Fusées ou ogives <input type="checkbox"/> Brise-roches <input type="checkbox"/> Engins de chantier <input type="checkbox"/> Engins vibrants Profondeur d'excavation s'il y a lieu :
2-3 CALENDRIER	Date prévue pour le commencement des travaux :	Durée probable :

3 - INFORMATIONS DEMANDEES

- Emplacement des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques existants.
- Recommandations ou prescriptions techniques relatives aux conditions d'exécution des travaux

DECLARATION D'INTENTION DE COMMENCEMENT DE TRAVAUX (D.I.C.T.)
Décret n°91-1147 du 14.10.1991

Référence de
cette demande

Date de cette demande

Nom de la personne
à contacter

Destinataire :

ATTENTION: Le formulaire doit être reçu par les exploitants d'ouvrages
au moins dix jours* avant la date de début des travaux.
 Les exploitants disposent de 9 jours* à partir de la date de réception de
 votre déclaration, pour vous faire parvenir leur réponse.
 Sans réponse après ce délai, vous pouvez entreprendre les travaux 3
 jours après l'envoi d'une lettre de rappel, à tous les exploitants
 concernés, confirmant votre intention.
 * non compris dimanches et jours fériés

Référence de
la demande de renseignements

Date de cette demande

Référence de la réponse de l'exploitant ci-dessus

1- DECLARANT

ENTREPRISE OU PARTICULIER	Nom et Prénom, ou dénomination: <input type="checkbox"/> Entrepreneur <input type="checkbox"/> Particulier	
	Adresse (numéro, rue, lieu-dit, code postal, commune) :	Téléphone:
		Télex :
		Télécopie :

2 - TRAVAUX A REALISER

afin de recevoir des exploitants d'ouvrages toutes les indications utiles,
 remplissez cette rubrique avec le maximum de précision.

2-1 EMPLACEMENT	Adresse (numéro, nom de la voie) ou localisation cadastrale (subdivision, numéro de parcelle, section, lieu-dit) :	
	Commune:	Code Postal :
2-2 NATURE	Je joins un croquis ou un plan donnant l'emplacement précis : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
	<input type="checkbox"/> Démolition, construction <input type="checkbox"/> Abattage ou élagage d'arbres <input type="checkbox"/> Fouille <input type="checkbox"/> Canalisations <input type="checkbox"/> Autres <input type="checkbox"/> Remblayage, terrassement <input type="checkbox"/> Drainage, sous-solage <input type="checkbox"/> Carottage <input type="checkbox"/> Curage de fossés ou de berges	
	Description des travaux	Utiliserez-vous les moyens ci-dessous ?
		<input type="checkbox"/> Explosifs <input type="checkbox"/> Fusées ou ogives <input type="checkbox"/> Brise-roches <input type="checkbox"/> Engins de chantier <input type="checkbox"/> Engins vibrants Profondeur d'excavation s'il y a lieu :
2-3 CALENDRIER	Date prévue pour le commencement des travaux :	Durée probable :

3 - INFORMATIONS DEMANDEES

- Position des ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques existants.
- Recommandations ou prescriptions techniques relatives aux conditions d'exécution des travaux

Direction des Services
Techniques et de
l'Aménagement
Autorisations De Voirie
39 Rue du Docteur Chopy
77140 NEMOURS

Tél:01.64.78.40.06
Fax:01.64.28.38.69

AVIS D'OUVERTURE DE CHANTIER IV N°

Affaire suivie par :

Intervenant :

Nom :	
Adresse :	
Référence de cette demande :	Date de cette demande :

Nature des Travaux :

--

Localisation des travaux :

--

Entreprise chargée des travaux de Génie Civil :

Nom :	Responsable :	
Adresse :		
Tel :	Télécopie :	Mail :

Entreprise chargée des travaux de réfection définitive :

Nom :	Responsable :	
Adresse :		
Tel :	Télécopie :	Mail :

L'intervenant informe que les travaux référencés ci-dessus débiteront le : _____

Date :

Signature et cachet :

Observations : cet avis d'ouverture de chantier doit être adressé au moins **11 (onze) jours ouvrables** avant le début des travaux à la Direction des Services Techniques et de l'Aménagement de la Commune de Nemours, 39 Rue du Docteur Chopy - 77140 NEMOURS

MARIE DE NEMOURS
 Direction des Services
 Techniques et de
 l'Aménagement
Autorisations De Voirie
 39 Rue du Docteur Chopy
 77140 NEMOURS
 Tél:01.64.78.40.06
 Fax:01.64.28.38.69

CONSTAT D'ACHEVEMENT PROVISOIRE/DEFINITIF

Affaire suivie par :

Intervenant :

Nom :	
Adresse :	
Référence de cette demande :	Date de cette demande :

Nature des Travaux :

--

Entreprise :		Interlocuteur :		
D.I.C.T. du :	Prévu le :	Durée :	Semaines :	Constat des lieux le :

CONSTAT DE CHANTIER :

DIMENSIONS DES FOUILLES :

Achèvement provisoire/définitif	CHANTIER	Débuté le :	Achévé le :
Observations :			

L'intervenant informe que les travaux référencés ci-dessus seront terminés le : _____

Date :

Signature et cachet :

Observations: cet avis de fermeture de chantier doit être adressé **5 (cinq) jours ouvrables** après l'achèvement réel des travaux et libération du chantier à la Direction des Services Techniques et de l'Aménagement de la Commune de NEMOURS - 39 Rue du Docteur Chopy - 77140 NEMOURS

Mairie de Nemours
Direction des Services Techniques et de l'Aménagement
39 Rue du Docteur Chopy 77140 NEMOURS
Tél:01.64.78.40.06 Fax:01.64.28.38.69

DEMANDE D'ARRETE DE CIRCULATION OU DE STATIONNEMENT TEMPORAIRE

Cette demande ne tient pas lieu d'autorisation. Elle doit être correctement et totalement remplie. Tout dossier incomplet ne pourra être traité dans les délais. Elle doit parvenir au plus tard aux services municipaux 6 jours ouvrables avant la date prévue pour l'intervention.

PETITIONNAIRE		ENTREPRISE CHARGEE DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	
Nom :		Nom :	
Adresse :		Adresse :	
Responsable :		Responsable :	
Code Postal :	Ville :	Code Postal :	Ville :
Tél :	Télécopie :	Tél :	Télécopie :
Lieu de l'intervention :			
Limites :			
Nature des travaux :			
Début des travaux :		Fin des travaux :	
Durée prévisible des travaux :			

MESURES REGLEMENTAIRES SOLLICITEES

A - CIRCULATION

- | | |
|--|--|
| 1 <input type="checkbox"/> Rue barrée | 2 <input type="checkbox"/> Alterné par des panneaux ou feux tricolores |
| 3 <input type="checkbox"/> Traversée par demi-chaussée | 4 <input type="checkbox"/> Sens unique |
| 5 <input type="checkbox"/> Autre : | |

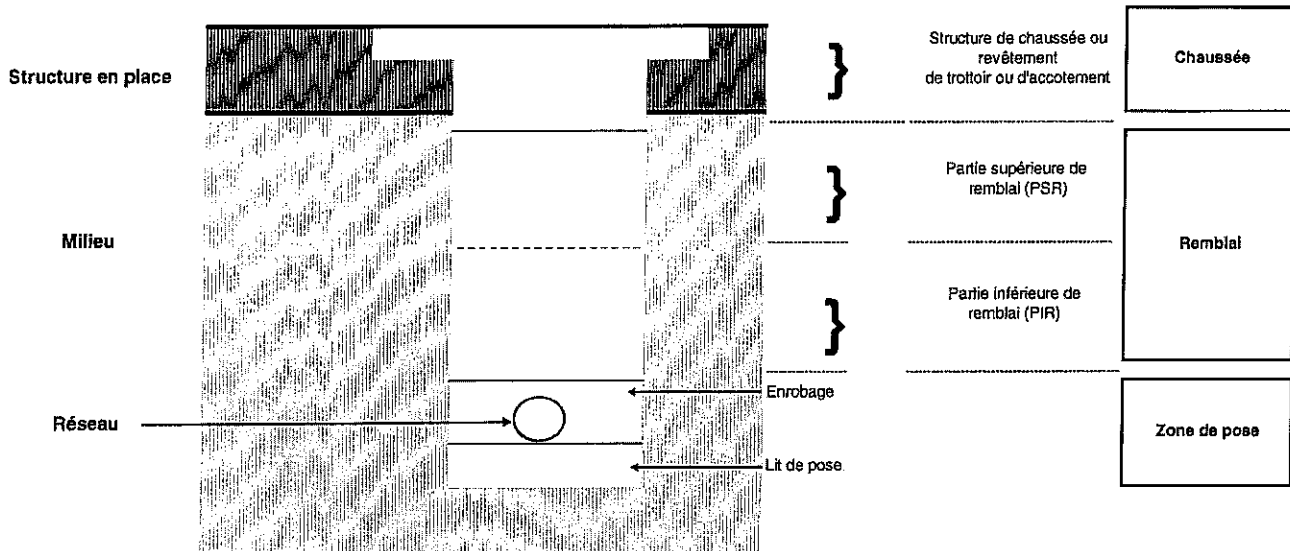
B - STATIONNEMENT

- 1 Interdit et gênant (Art. R 37 - 1 du Code de la route) - Sauf entreprise chargée des travaux.
- 2 Occupation de emplacements de stationnement payant : au droit ou/et en face du n°
- 3 Enlèvement de barrière ou mobilier urbain :

C - REMARQUES

Date de la demande :	<u>DGAU - Service de coordination</u>	<u>DAGR</u>
Signature et cachet du demandeur	Date :	Date :
	Signature :	Signature :

La tranchée et son remblayage



Rôle des différentes couches :

Structure de chaussée :

- * couche de roulement : - résister au roulement des véhicules,
- s'opposer à l'infiltration des eaux

- * assise de chaussée : répondre aux sollicitations du trafic poids lourds

PSR : - présenter une rigidité suffisante (effet d'enclume),

- résister vis-à-vis du gel et de l'imbibition,
- isoler le remblai sous-jacent de l'influence du trafic poids lourds

PIR : - résister à la poussée du milieu environnant,

- permettre le compactage de la partie supérieure de remblai (effet d'enclume)

Qualité de compactage

Les niveaux de qualité de compactage Q2, Q3 et Q4 sont conformes à la note technique de compactage des remblayages de tranchées du Ministère de l'Équipement, des Transports et du Tourisme (SETRA-LCPC), dernière édition,

